



BORIS JOHNSON – REPRENDRE LE CONTRÔLE POUR CONQUÉRIR LE MONDE

Sous la direction de William THAY, Président du Millénaire

Rapporteur : Emeric GUISET, Secrétaire Général adjoint du
Millénaire



TABLE DES MATIERES

A. De quoi Johnson est-il le nom ?	4
I. Une nouvelle ère économique et géopolitique	4
II. Le Royaume-Uni en marge de l'Europe :	8
II. Les échecs de l'Union européenne	12
III. Johnson : le Trump britannique ?	16
B. Johnson et le temps des campagnes	20
I. Le Brexit	20
II. Législative 2019 : un second plébiscite	27
C) La Politique de Boris Johnson	37
I. Bilan de Boris Johnson sur l'immigration	37
II. Get Brexit Done	41
III. Bilan de Boris Johnson sur les relations internationales	45
IV. Bilan économique	48
V. Boris Johnson et la crise du Covid-19	50
D. Une philosophie au service d'un nouveau projet de société	58
I. « Take Back Control », pour maîtriser son destin	58
II. « Global Britain »	62
E. Take back control / Global Britain : les leçons pour la France	65
I. Répondre aux fractures Françaises	65
II. Reprendre le contrôle pour déverrouiller les blocages	69
III. Redynamiser une UE en état de mort cérébrale	70
IV. Reprendre notre destin en main pour renouer avec la grandeur française	73
V. Quelle stratégie pour la droite, le modèle de Boris Johnson est-il pertinent ?	74

« Get Brexit Done », après plusieurs péripéties, le Premier ministre britannique, Boris Johnson a enfin réalisé sa promesse électorale en sortant définitivement son pays de l'Union européenne. Le 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni est définitivement sorti de l'Union européenne après avoir bénéficié d'une période transitoire de 11 mois depuis son retrait en date du 31 janvier 2020. Donné perdant à chaque reprise, Boris Johnson a réussi à surmonter les différents obstacles à travers son volontarisme politique centrée autour de ses deux concepts : « Take Back Control » et « Global Britain » qui forment la nouvelle pensée politique britannique.

Ce processus a débuté lors d'une soirée interminable du Printemps 2016, où l'Europe a vécu une véritable onde de choc avec la victoire du Leave lors du référendum sur le Brexit. Il s'agit du premier événement d'ampleur cette année-là, qui a été suivi par l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Au-delà du retentissement lié à la surprise de ces deux scrutins, ces deux événements politiques ont fait basculer le monde dans une nouvelle ère avec une seconde révolution conservatrice.

Le cycle néolibéral, que Reagan et Thatcher avait inauguré dans les années 1980, a pris fin pour laisser place à ce que l'on appelle la seconde révolution conservatrice qui inaugure le retour de l'État stratège et protecteur. Cette nouvelle ère conduit à des mutations majeures qui nous touchent directement. Sans la comprendre, nous risquons de poursuivre ce que le philosophe Marcel Gauchet appelle le Malheur français en manquant notre adaptation au nouveau cycle économique. En effet, la France a déjà manqué son entrée dans la mondialisation néolibérale dans les années 80 par son refus d'adopter ou du moins d'adapter les politiques menées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans ce qui est appelée la première révolution conservatrice.

La France ne peut se permettre de poursuivre un cycle supplémentaire de « trente piteuses ». L'adaptation à cette nouvelle ère, plus en phase avec les caractéristiques françaises, nous permettra de partir sur de nouveaux fondamentaux. À ce titre, nous adressons principalement ce rapport aux dirigeants politiques de droite qui sont les plus à même de faire passer la France dans cette nouvelle ère. En effet, Emmanuel Macron par ses caractéristiques et son logiciel politique plus en phase avec l'ère précédente ne semble pas pouvoir la mener tandis que Marine Le Pen n'a pas la crédibilité et la capacité gouvernementale pour mener à bien un tel projet.

La philosophie politique de Boris Johnson centrée sur ses deux concepts « Take Back Control » et « Global Britain » est un plan d'action en deux étapes. Dans un premier temps, cela consiste à reprendre le contrôle du pouvoir politique au Royaume-Uni en se libérant des contraintes. Dans un second temps, le projet « Global Britain » doit permettre aux Britanniques de renouer avec leur grandeur passée.

L'élection de Boris Johnson, comme celle de Donald Trump, est un événement majeur qu'il ne faut pas sous-estimer ou masquer en se concentrant uniquement sur sa personnalité. Il s'agit ainsi d'une possibilité pour la droite de retrouver un espace et un projet politique pour retrouver le pouvoir et redonner un horizon pour la France.

A. DE QUOI JOHNSON EST-IL LE NOM ?

Boris Johnson arrive au pouvoir au Royaume-Uni dans un pays morcelé et éreinté par la campagne pour le Brexit qui a conduit à la fin de mandat des anciens Premiers ministres David Cameron et Theresa May. Boris Johnson promet dès son arrivée un élan libéral de droite tout en prônant un conservatisme qui quelques fois poussera son opposition à le tourner en ridicule et le décrédibiliser quant à sa capacité à tenir son poste.

I. UNE NOUVELLE ÈRE ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE

Les trois crises successives - terroriste le 11 septembre 2001, financière en 2008 et sanitaire en 2020 – ont fait entrer le monde dans une nouvelle ère. Par leur intensité, ces trois cataclysmes ont transformé de façon durable les équilibres économiques et géopolitiques mondiaux.

1) Un changement de cycle

Fin de l'ère néolibérale

Le cycle néolibéral, commencé avec la révolution conservatrice des années 1980, naît de la volonté de réduire les interventions des États dans la sphère économique et sociale. Il est inauguré par l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis, et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Alors que les économies occidentales sont touchées par une inflation forte et un chômage élevé suite aux deux chocs pétroliers (1973 et 1979), les idées keynésiennes qui ont marqué la reconstruction après la seconde guerre mondiale, ne font guère plus l'unanimité. Dans une phrase restée célèbre, Reagan affirme lors de son investiture que « le gouvernement n'est pas une solution, il est le problème ». Margaret Thatcher arrive au pouvoir en 1979 avec comme mission de faire oublier les 20% d'inflation au Royaume-Uni. Convaincu par les thèses de Milton Friedman et Friedrich Hayek, elle va alors opérer une importante dérégulation de l'économie, en cantonnant l'État à un rôle de protecteur du

marché (garantissant la concurrence libre et non faussée), et de garant de la propriété privée. Sa stratégie se base sur le rejet des normes de nationalisation, du syndicalisme, des impôts forts et de corpus législatifs trop imposant. Le contrôle de l'offre de monnaie est un des piliers du Thatcherisme.

Cette pensée néolibérale va donner naissance au consensus de Washington, qui donne corps à cette nouvelle philosophie économique et qui va guider la conduite des politiques monétaire et budgétaires dans la plupart des pays occidentaux jusqu'à la crise de 2008. On y trouve d'abord une opposition frontale au déficit budgétaire, accusé de n'offrir qu'une croissance à court terme et de peser sur les générations futures. Il est donc réduit à un rôle de stabilisation ponctuelle. Pour ce faire, la dépense publique doit se limiter à des secteurs clefs, indispensables à la croissance et au soutien des plus faibles. Pour ne pas pénaliser l'économie, les impôts doivent avoir des taux marginaux les plus faibles possibles en compensant par une assiette plus large. Les taux d'intérêts ne sont pas un outil stratégique mais seulement de régulation, ils doivent varier en réponse au marché. Mais c'est surtout sur le plan du commerce que le consensus de Washington va transformer notre monde en profondeur. Il prône un libre-échange qui est le seul horizon que le jeune lecteur aura connu. Censé favoriser la compétition et la croissance par le biais de l'avantage comparatif, le commerce international doit être limité par le plus faible nombre possible de règles, les capitaux doivent circuler librement, les entreprises doivent être privées et soutenues par un système financier mondialisé.

Le néolibéralisme aura sans contestation possible élevé le niveau de vie des populations dans le monde. Le PIB mondial a été multiplié par quatre entre 1980 et 2020 alors que la population mondiale a été multipliée par deux. La richesse par habitant a donc doublé en moyenne. Jamais dans l'histoire humaine, la pauvreté et les famines n'auront été aussi basses, en proportion de la population mondiale. Mais la mondialisation aura aussi participé à un déracinement des individus comme le démontre la révolte des Gilets jaunes ou d'autres manifestations des classes moyennes dans le monde entier. Même si les inégalités de revenus entre pays ont été fortement réduites, il n'en est pas de même au sein des pays développés. Les révoltes dans les pays développés s'expliquent en effet par un tassement du niveau de vie et une aggravation des inégalités comme l'a souligné Christine Lagarde dans une interview aux Échos.

Sur le plan immatériel, on peut le définir comme une perte de repères, qui sont ceux qui fondent la place de l'individu dans la collectivité à laquelle il appartient. La gestion publique associée à cette mutation néolibérale « le New Management Public », a conduit les États à adopter une logique d'entreprise plaçant la question financière au centre de toute décision politique. Cette évolution a vidé de son sens l'appartenance à la nation faisant de l'homme un concept universel et interchangeable. Cet effacement s'est étendu aux États, qui,

surpassés par la rationalité des marchés, se sont retirés de leurs grands engagements, comme la protection des individus ou l'égalité.

2. La fin d'un cycle

Le néolibéralisme, selon Francis Fukuyama, devait préfigurer « la fin de l'Histoire » grâce à la victoire du capitalisme et la suprématie absolue et incontestable de l'idéologie libérale comme métronome des relations entre nations. Or c'est précisément le retour des fléaux dont elle avait annoncé la fin, qui sonne le glas de cette ère libérale avec d'un côté le retour des conflits entre les nations refermant la parenthèse ouverte à la fin de la guerre froide et de l'autre côté la fracture au sein des nations appelé Archipel par le politologue Jérôme Fourquet. Nous assistons ainsi à la résurgence de nombreux conflits régionaux et l'ombre d'un conflit de grande échelle entre les USA et la Chine pouvant aboutir à une nouvelle guerre froide entre les deux superpuissances. De plus, la mondialisation n'a pas bénéficié à tous les hommes de la même manière, les 40 dernières années auront été l'occasion à la fois d'une croissance et d'une concentration inédite des richesses.

Deux crises majeures vont faire prendre conscience au monde de la limite du système néolibéral. La crise de 2008 va être un profond bouleversement car elle démontre à la fois les fragilités d'un système financier en manque de régulation et une nécessaire intervention des États dans l'économie de marché. Ce sauvetage de l'économie va engendrer un coût qui va être pris en charge en partie par une augmentation de la dette publique mais également par des mesures d'austérité budgétaire notamment au sein de la zone euro. Alors que la crise de 2008 conduit à une augmentation de la demande de protection, les dirigeants des pays occidentaux ont poursuivi des politiques publiques néolibérales. Cette erreur d'interprétation de l'importance de la crise financière a conduit en partie au Brexit (puis à l'arrivée de Boris Johnson au 10th Downing Street) et à l'élection de Donald Trump en 2016. Enfin, la crise du coronavirus sonne le glas d'une ère néolibérale ouverte dans les années 80 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

La crise de la Covid va en effet mettre en lumière trois phénomènes qui sonnent définitivement l'entrée dans une nouvelle ère. D'abord elle met en exergue la fragilité des économies occidentales, qui, en délocalisant leur production, et en désindustrialisant leurs pays, se sont rendues dépendantes pour produire des biens nécessaires à leur survie. Le difficile approvisionnement en masques et en respirateurs artificiels en aura été la cruelle illustration. Cette crise met ainsi à mal, encore plus que celle de 2008, l'équilibre international fondé sur le transfert de la production vers les pays émergents, dont le coût est moins élevé afin de maintenir une augmentation régulière du pouvoir d'achat des classes moyennes occidentales. Ensuite, la crise Covid remet la nation comme horizon indépassable du citoyen quand celui-ci voit le danger arriver. Alors qu'il s'agissait d'une pandémie

mondiale, les organisations internationales comme l'OMS ou régionales comme l'Union européenne n'ont pas joué un rôle efficace dans la coordination des réponses gouvernementales. Ainsi, le début de la crise sanitaire a mis en lumière l'inefficacité de l'UE et le manque de solidarité entre les États membres. Ce défaut conduit nécessairement à un retour de l'État nation comme acteur clé de la gestion de crise pour protéger ses citoyens. Enfin, les « premiers de corvée » ont démontré leur importance dans le fonctionnement d'une nation à travers le rôle indispensable des infirmiers, policiers, caissiers, éboueurs et autres travailleurs en première ligne de la crise. Or ce sont les grands oubliés de la mondialisation, comme l'a démontré la crise des Gilets jaunes. La courbe dit de l'Éléphant de Milanovic, le montre. Elle trace la croissance des revenus en fonction de la place dans le revenu mondial. Or une seule partie de la population mondiale n'a pas bénéficié de la mondialisation, c'est le creux de la trompe des éléphants, à savoir la classe moyenne inférieure des pays développés.

Le retour des États nations dans la nouvelle donne géopolitique :

Suite aux différentes crises du début du millénaire, les États nations ont été davantage sollicités pour répondre à un besoin de protection suite aux effets de la mondialisation. Ce changement de paradigme économique s'est doublé de changements géopolitiques profonds. Deux phénomènes structurants doivent attirer notre attention :

- Le retour des États nations et l'apparition de puissance régionale
- Le conflit Chine / USA pour le leadership mondial

La crise de 2008 a permis de voir le retour de l'État comme horizon de la réponse aux inquiétudes des populations. Les nations ont connu un renforcement de leur pouvoir lors des dernières années de l'ère néolibérale. D'abord les États-Unis n'ont plus le rôle aussi écrasant qu'ils ont pu avoir par le passé. Les erreurs commises au Moyen-Orient notamment, ont fait naître une contestation d'états qui refusent la vision américaine en termes de politique extérieure. Il n'est plus rare de voir des pays comme la Turquie ou l'Arabie Saoudite faire part de désaccords majeurs. Ces états en particulier, qui comptent jouer un rôle dans le concert des nations, renouent avec la stratégie du contrôle régional. Ils tentent de faire respecter leur position régionale dominante en influençant leurs voisins et en nouant avec eux des relations bilatérales, qui se passent d'une supervision occidentale ou multilatérale. On peut citer six grands états qui répondent à ce schéma, la Chine, la Russie, la Turquie, l'Inde, l'Iran et le Brésil, avec la possibilité que certains grands pays africains s'ajoutent bientôt à la liste également.

Ces nations vont devoir réaliser l'équilibre entre politique et marché. Elles vont devoir choisir entre un rôle de régulation pour l'État (garant de l'ouverture au marché et prometteur d'une croissance importante) et un rôle plus stratège qui expose ces pays à des

difficultés pour conserver une croissance soutenue. La situation de la Turquie est à cet égard pleine d'enseignements. Alors que la croissance turque était soutenue ces dernières années (5,7% en moyenne depuis 2010), elle fait face à des difficultés économiques qui ne sont pas complètement étrangères à ces décisions stratégiques et qui ne lui permettent pas de réaliser son plein potentiel économique. L'impasse des négociations quant à son entrée dans l'Union Européenne, la force également à renoncer à l'entrée dans un marché qui aurait largement favorisé sa marche en avant économique.

Le second grand bouleversement de cette nouvelle ère correspond à une compétition globale pour le leadership mondial, les États-Unis étant désormais concurrencés par la Chine. A travers le « pivot asiatique » initié par Barack Obama, le monde se bipolarise autour de l'axe sino-américain. Que cela soit à travers la guerre commerciale, ou de nouvelles alliances en Asie (notamment avec le Vietnam ou la Birmanie), les États-Unis comptent empêcher la Chine d'atteindre son objectif de devenir la première puissance mondiale à l'horizon 2049. Ce conflit commercial d'une ampleur extraordinaire pourrait se transformer en une nouvelle forme de guerre froide, traduisant une nouvelle bipolarisation du monde. Ce phénomène va profondément modifier les relations internationales, et risque de prendre en otage un certain nombre de pays.

D'une part, les États-Unis mobiliseront tous les moyens à leur disposition pour freiner l'expansion de l'influence chinoise. Les conséquences de la guerre commerciale, qui impactera la croissance et l'émergence des autres puissances du globe, sera également un moyen de pousser les états à s'aligner sur les intérêts des États-Unis. D'autre part, la Chine mise sur sa stratégie des routes de la soie. Ce programme géant d'infrastructure de commerce, piloté par Pékin et dont le but est d'alimenter la Chine, en particulier en matières premières, est alimenté par des prêts chinois la plupart du temps. Ce sont près de 60 milliards de prêts de capitaux qui auraient ainsi été consentis. Ces prêts rendent l'économie de pays comme la Malaisie ou le Sri Lanka dépendants des taux d'intérêts chinois et représentent ainsi un véritable fardeau financier. Les pays asiatiques sont coincés entre la pression chinoise qui veut accroître sa domination sur la région et les États-Unis qui souhaitent conserver la possibilité d'étouffer la Chine en cas de guerre.

II. LE ROYAUME-UNI EN MARGE DE L'EUROPE :

Confrontés à cette nouvelle ère économique et géopolitique, les Britanniques font le choix du Brexit pour défendre eux-mêmes leurs propres intérêts.

1) Un post-Brexit permettant au Royaume-Uni de protéger son économie

Hostile à l'Union européenne, Boris Johnson prend ses fonctions de premier ministre britannique en juillet 2019 avec un objectif clair, mener à bien le Brexit. Il souhaite ainsi retrouver une souveraineté jugée perdue depuis longtemps. Dès son arrivée au pouvoir, Johnson exprime son souhait d'une sortie de l'Union européenne avant le 31 octobre 2019 et un traité de retrait le plus profitable possible pour le Royaume-Uni, face à une Europe souhaitant punir le pays.

Alors qu'il doit mener cette politique du Brexit, Boris Johnson se retrouve pris entre deux feux. Il doit en effet faire face à une double opposition, l'une au sein du Parlement britannique, et l'autre dans les négociations internationales avec les pays unis de l'Union européenne peu enclin aux compromis. C'est dans ce contexte que Boris Johnson fait parvenir sa première proposition à Bruxelles avec un premier objectif clair, la suppression du *backstop* entre l'Irlande du Nord et l'Irlande. Ce *backstop* visait à garantir une stabilité sur la région irlandaise étant donné l'interdépendance des deux économies qui s'est créée. Avec ce filet de sécurité il aurait été possible pour l'Irlande du Nord et l'Irlande d'échanger ensemble avec une frontière ouverte pour les biens et personnes au moins jusqu'à la finalisation du Brexit. Boris Johnson refuse le *backstop* négocié auparavant par Theresa May et propose au contraire de permettre cette exception de zone de libre-échange entre Irlande du Nord et Irlande perdure dans le temps après le divorce britannique. Le Premier ministre britannique tente de faire sortir son pays d'un accord qui l'aurait rendu dépendant des règles de l'Union européenne tout en rendant compliqué toute tentative de commerce de manière indépendante avec des pays tiers. La souveraineté, en l'occurrence ici commerciale, du Royaume-Uni était la priorité de Boris Johnson.

2) Un programme protectionniste et libéral en lien avec la troisième ère économique

Beaucoup d'analystes politiques s'attendaient à voir un élan de libéralisme au Royaume-Uni à la suite de l'élection de Boris Johnson. Pourtant, le programme politique de Boris Johnson semble aussi bien protectionniste que libéral. Il souhaite ainsi concilier le besoin de protection avec la valeur fondamentale de liberté. Ainsi, son programme contient des mesures phares qui doivent permettre au Royaume-Uni de retrouver sa souveraineté afin de reprendre le contrôle. Dans le même temps, le Premier ministre britannique souligne l'importance du libre marché notamment dans la production de vaccin au Royaume-Uni. Il s'agit d'un changement de paradigme majeur que Boris Johnson emprunte sur le même modèle que Donald Trump en tournant la page de l'opposition stérile entre le libéralisme et le socialisme.

D'un côté, le socialisme et plus largement la social-démocratie sont en déclin constant en Europe car ils n'ont pas réussi à s'adapter à la mondialisation. En effet, la social-démocratie n'a pas réussi à répondre aux attentes d'une grande partie de leur électorat notamment

populaire en offrant une perspective économique crédible. Les idées classiques keynésiennes (première ère économique) ne sont plus une réponse économique viable avec l'apparition d'une nouvelle ère économique néolibérale induite par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. De l'autre côté, le néolibéralisme (seconde ère économique) a lui-même atteint ses propres limites, avec d'une part, la crise financière de 2008 qui a bousculé les certitudes, et d'autre part, des États puissances comme la Chine qui fausse le libre marché.

Boris Johnson mène ainsi avec Donald Trump, ce que l'on pourrait appeler la seconde révolution conservatrice qui acte le passage à une troisième ère économique. En accord avec cet objectif, il rompt avec le libre échange naïf européen hérité du Consensus de Washington qui n'utilise pas ses atouts pour mener des accords commerciaux dans ses intérêts ou de celui de ses États membres. L'objectif est de retrouver la souveraineté du Royaume-Uni afin de mener une politique économique et commerciale en accord avec son projet politique et ne plus dépendre des négociations menées par Bruxelles.

Pourtant la dimension protectrice de ce projet s'articule parfaitement avec la grande tradition libérale des conservateurs britanniques. Si Boris Johnson déclarait que « voitures italiennes et vins allemands » ne pourront entrer sur le territoire britannique sans droits de douane, le projet de « Singapour sur Tamise » vise à « libérer le potentiel de la Grande-Bretagne » en dérégulant les réglementations et transformant le Royaume-Uni en paradis du monde des affaires. Ainsi, le Chef de Gouvernement britannique assure une grande liberté dans les affaires économiques de son pays tout en le protégeant des menaces extérieures surtout si elle ne répond pas aux intérêts anglais.

Finalement, l'enjeu pour Boris Johnson est de parvenir à concilier besoin de protection, indépendance de la nation et compétitivité économique à travers un projet libéral. Cette synthèse vise à protéger le Royaume-Uni des menaces extérieures comme l'immigration ou les normes asphyxiantes de l'Union européenne, tout en se séparant des règles qui entrave la compétitivité de l'économie britannique.

3) Un isolationnisme britannique ?

Le Brexit marque une rupture dans l'histoire de la construction européenne. En effet, c'est la première fois qu'un pays décide de quitter l'Union européenne. Avec le Brexit, le Royaume-Uni décide de s'éloigner du reste de l'Union européenne pour se libérer de sa technocratie et décider seul de son projet national. Une décision caractérisée comme « l'affront anglais » du côté de l'Union européenne, qui a poussé ses pays membres à s'unir et à faire preuve de solidarité inégalée. Bien que Boris Johnson déclare en 2016 que le Brexit n'est pas un isolationnisme, il y ressemble d'un point du référentiel de l'Europe. En effet, le Royaume-Uni par ce choix décide d'être l'un des seuls pays européens à garder - récupérer

dans le cas du Royaume-Uni - sa souveraineté législative et économique. Par sa position géographique à la périphérie de l'Irlande, de la France et des Pays-Bas, le Royaume-Uni se retrouve à rejeter un système dont il est entouré. Mais si le Brexit est bien un rejet et une mise à distance de l'Union européenne, il devait aussi permettre au Royaume-Uni de se rapprocher davantage des États-Unis, de pays du Commonwealth et de mettre en place de nouvelles alliance stratégique sans attendre l'aval de l'Union.

Plutôt qu'un isolationnisme, il s'agit plutôt d'un retour aux sources pour les britanniques. Comme le souligne Laurent Warzoulet¹ dans un article « l'anomalie Brexit » pour la Vie des idées, le Royaume-Uni a un rapport utilitaire avec l'Union européenne. Deux moteurs de la construction européenne comme les idéaux de paix et de lutte contre le déclin, n'ont pas eu le même effet pour le Royaume-Uni que les 6 pays fondateurs (France, Allemagne, Bénélux). En effet, la Grande-Bretagne est le seul pays européen à ne pas avoir été envahi lors de la Seconde Guerre mondiale. De plus, le Royaume-Uni n'a pas connu de changement de régime politique depuis la Glorieuse Révolution de 1688 alors que les autres pays ont davantage connu des évolutions constitutionnelles. Cela explique le rapport des britanniques à la souveraineté et notamment à son Parlement ainsi que la loi. En effet, le système juridique britannique (Common law) repose sur la loi et la jurisprudence et est différent du système juridique continental qui se fonde sur un texte supérieure la Constitution. Il apparaît ainsi difficile pour les britanniques d'accepter un système aussi différent, avec l'apparition d'un droit supranational qui viendrait réglementer le leur. Ces différences expliquent ainsi notamment les prises de position contre la construction européenne par les Chefs de Gouvernement depuis Margaret Thatcher. Ils souhaitaient davantage une coopération économique ou une coopération qui pourrait profiter à leurs intérêts que de s'inscrire dans un projet de construction européenne ayant une visée politique.

4) Le Royaume-Uni face aux grandes puissances.

Ainsi, le Brexit permet au Royaume-Uni de rebattre les cartes de ses relations internationales. Avec l'Union européenne qui représentait plus de la moitié de ses échanges commerciaux, les tensions dues au Brexit et aux accusations réciproques de « nationalisme vaccinal » ont rafraîchi les relations. L'efficacité britannique dans la gestion de la pandémie fait souffrir l'Union européenne de la comparaison. En finançant davantage de laboratoire, en payant au prix fort les doses de vaccin et en se libérant de la bureaucratie, le Royaume-Uni est parvenu à dresser un horizon de sortie de crise plus rapidement que ses voisins européens. Une situation qui s'est caractérisée par des tensions entre la France et le Royaume-Uni par exemple sur le cas du laboratoire Nantais Valneva qui produira son vaccin outre-manche et donc les doses seront disponibles en priorité pour les anglais. Par ailleurs,

¹ <https://laviedesidees.fr/L-anomalie-Brexit.html>

la suspension de certaines exportations de vaccins entre l'Europe et le Royaume-Uni illustre ce rafraîchissement des relations par la diplomatie sanitaire.

En prenant ses distances avec l'Europe, le Royaume-Uni compte parallèlement renforcer ses relations avec ses autres partenaires. En particulier le renforcement de la relation avec les États-Unis de Donald Trump, lui aussi menant un bras de fer permanent avec ses alliés européens, avait pour objectif de faire du Royaume-Uni le partenaire privilégié des américains sur le vieux continent. Si cet objectif est mis à mal depuis l'élection de Joe Biden, ce dernier ayant déclaré vouloir renouer avec l'Union européenne, les Britanniques souhaitent conserver leur relation spéciale avec les Américains.

Dans le même temps, le Royaume-Uni met en place sa stratégie du « Global Britain » pour renforcer l'influence diplomatique du Royaume sur l'ensemble du globe. Il s'agit notamment d'initier un tournant vers l'Asie en s'appuyant sur la Corée du Sud, le Japon et l'Australie, pour faire contrepoids à la Chine. Londres indique vouloir travailler avec l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et a formulé une demande d'adhésion au TPP, la zone de libre-échange transpacifique. Johnson a également pour projet de se rapprocher du continent africain, zone jusqu'à présent davantage investie par les Européens et la Chine.

II. LES ECHECS DE L'UNION EUROPEENNE

Le Royaume-Uni s'est souvent retrouvé en marge d'une Europe qui semblait au départ trop différente pour un pays isolé et souhaitant faire cavalier seul. Des débuts de l'Union Européenne jusqu'à sa sortie, le Royaume-Uni aura dû faire face à une Union Européenne voulant lui instaurer des règles au détriment de sa souveraineté.

1) La CEE et le Royaume-Uni

Dès les débuts d'union en Europe, le Royaume-Uni ne souhaite pas suivre le mouvement global. En 1957, l'étape de la CEE (Communauté Économique Européenne) voit déjà le Royaume-Uni refuser d'y participer et créer même une autorité concurrente qui s'appellera l'AELE (Association Européenne de Libre-Échange) en 1960. Le but de cette association étant bien entendu d'entraver le projet de la CEE toute nouvellement créée et de redistribuer les cartes de l'alliance européenne en train de se former post-seconde guerre mondiale tout en regroupant les membres ne souhaitant pas adhérer à la CEE. Alors que l'AELE ne parvient pas à montrer son efficacité aux yeux du Royaume-Uni, ce dernier décide de déposer une candidature à la CEE 1 an seulement après la création de l'AELE.

Dès lors, les tensions entre le Royaume-Uni et la France se font ressentir puisque le Général de Gaulle refuse le droit d'accès à la CEE au Royaume-Uni alors que le conseil de la CEE

accepte unanimement. En 1967, De Gaulle oppose une deuxième fois son veto (qu'il qualifiera de veto de velours) à la seconde demande britannique de 1966 qui avait été précédée d'une demande d'adhésion à la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier). Après plusieurs années de négociation entre le Royaume-Uni et les états membres de la CEE, le pays se voit accorder son entrée et présente ses négociations dans un livre *The United Kingdom and the European Communities* voué à devenir le *European Communities Bill* en 1972 et le Royaume-Uni se désengagera totalement de l'AELE en 1973. L'entrée du Royaume-Uni s'est donc faite non sans mal et des tensions portant sur les différences d'intérêts économiques et de vision du projet communautaire entre le Royaume-Uni et les pays du continent.

2) Thatcher et le rabais britannique

A la fin de la décennie, Margaret Thatcher met le Royaume-Uni en conflit avec l'Union européenne peu de temps après son entrée. Dans le viseur de la dame de fer se trouve la PAC (Politique Agricole Commune). En effet, le Royaume-Uni n'est pas une grande puissance agricole et son secteur agricole ne représente qu'une faible part de son PIB. Face à ce constat, le pays ne trouve pas légitime le fait de payer autant que les autres États membres pour la plus grande partie du budget européen allouée à l'agriculture, à l'époque il représente 70 % du budget. Dès lors, un bras de fer s'établit entre Thatcher qui déclare au sommet de Dublin de 1979 « *I want my money back* » et les membres des communautés européennes.

En 1984, après plusieurs années de réunions et de négociation, une solution est trouvée durant un sommet à Fontainebleau. Le Royaume-Uni se voit attribuer ce que l'on appelle désormais le rabais britannique. Il consiste en un remboursement de 66 % de son solde budgétaire ainsi qu'un partage du budget retiré au Royaume-Uni entre les autres États membres qui plus tard négocieront eux aussi un rabais sur cette compensation. Le Royaume-Uni doit après cet accord lutter tous les 7 ans pour garder son avantage financier. Au fil des années les voix se sont levées face au rabais britannique et en 2003 Jacques Chirac propose officiellement l'annulation du rabais, Tony Blair répondit à cette attaque en menaçant de supprimer la PAC, l'annulation du rabais fut donc enterrée.

3) Le refus du Royaume-Uni de la monnaie unique et de l'espace Schengen

Le traité de Maastricht fut la source de la principale discorde entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. En 1992, l'Union européenne est créée en mettant en place une politique étrangère, sécuritaire commune et des coopérations policières et judiciaires entre les États membres. Cependant le point le plus connu de ce traité concerne la préparation de l'union économique et financière, l'Euro comme monnaie unique à travers la zone euro. Bien

que le Royaume-Uni ratifie tous les principes du traité à l'exception de l'espace Schengen, il met en place une option de retrait grâce au traité d'Édimbourg sur la zone euro et les critères de convergence qu'elle implique. Dès lors, le Royaume-Uni se retrouve en marge du reste des pays de l'Union européenne qui acceptent et rejoignent la zone euro.

Déjà contre l'espace Schengen durant la CEE, le Royaume-Uni ne rejoint pas l'espace sans frontière après la ratification des accords de Schengen. Il n'est donc pas question d'une marginalisation seulement financière mais aussi géographique. Les pays de l'Union européenne se retrouvent avec des frontières inexistantes alors que pour toute personne voulant voyager au Royaume-Uni, une carte d'identité et un contrôle sont nécessaires. En ne prenant pas part à l'espace Schengen le Royaume-Uni envoie un message fort, il ne souhaite pas faire partie du projet d'union libre et souhaite garder une certaine souveraineté sur ses affaires et son territoire.

4) Le R-U contre le fédéralisme européen

L'Union européenne souhaitant de plus en plus s'organiser en Europe fédérale a toujours été freinée par le Royaume-Uni dans le développement de ce projet. Le Royaume-Uni n'a jamais souhaité prendre la position d'une Europe fédérale mais a toujours prôné l'Europe des nations. L'euroscepticisme britannique montait dès le début des années 2000 et le pays était déjà très hostile aux questions fédéralistes de l'Europe. Jugeant le projet fédéraliste comme un manque de démocratie et de transparence dans le dispositif institutionnel, le Royaume-Uni s'efforcera de faire pression sur la Commission européenne afin de ne pas permettre la nomination d'un président jugé trop fédéraliste par le Royaume-Uni. Durant 3 choix de présidence à la tête de la commission européenne, une opposition se crée pour écarter Jean-Luc Dehaene en 1994, Guy Verhofstadt en 2004 et Jean-Claude Juncker en 2014 de ces élections. Le Royaume-Uni aura gain de cause pour les deux premiers candidats mais le troisième sera élu contre sa volonté. Dans les revendications britanniques face à ces candidats il y a en grande partie le manque d'indépendance des états prônée par l'idéologie fédéralistes de ces derniers, cette vision de l'Europe étant contraire à ce que les britanniques souhaitaient, il n'y avait pas d'autre choix que de refuser la nomination des candidats pourtant naturels au poste.

Ce rejet du projet d'une Europe fédérale peut s'expliquer à la fois culturellement et rationnellement.

Culturellement, le Royaume Uni a toujours eu le regard davantage tourné vers l'Atlantique et le nouveau Monde plutôt que vers le vieux continent. Les britanniques ont eu beaucoup de retenue à l'égard des pays européens. En témoignent pour cela d'une part la difficulté

qu'a été leur intégration au projet européen ainsi que leur rejet de la monnaie européenne, et d'autre part les liens entre Londres et Washington notamment pendant la période Thatcher- Reagan.

Par ailleurs, force est de reconnaître que l'Europe n'a pas donné de garanties quant à sa capacité à tenir ses promesses de protections des peuples et de solidarité entre pays. Les 3 dernières crises qui ont frappé l'Europe ont montré la difficulté à mettre en place, voire parfois l'inefficacité, de l'action au niveau Européen. Dans le cas de la crise économique de 2008, il aura fallu attendre 2012 et le "whatever it takes" de Mario Draghi pour s'assurer que l'Europe serait au rendez-vous. Lors de celle des dettes souveraines en 2014 les pays émettent des réserves à payer pour la Grèce. Enfin, lors de la crise migratoire, la réponse n'a pas été coordonnée au niveau européen tant au niveau de la gestion des frontières que de la répartition des migrants. Deux visions se sont opposées entre celle de l'Allemagne et celle des pays de l'est sur l'application de quota d'accueil. Finalement pendant la crise de la covid, la volonté de l'Union européenne de négocier et commander les doses de vaccin pour ses pays membres s'est soldée par un échec important.

5) Échec de la solidarité européenne en temps de crise

Durant les différentes périodes de crises, l'Union européenne n'a pas été à la hauteur des enjeux. Elle n'a pas su montrer les qualités de soutien et d'entraide qui étaient tant prônées depuis de longues années. En effet, à chaque crise, qu'elle soit financière (Dettes souveraines) ou sociale (immigration), l'Union européenne n'aura été qu'un lien entre chaque État qui fait valoir ses intérêts propres sans avant celui de l'Europe. Durant la crise des dettes souveraines des pays pourtant membres de l'Union Européenne à l'image de l'Espagne se sont retrouvés à faire cavalier seul au point de voir leur grade passer de AA+ à BBB en un temps record. Pendant ce temps l'Europe a subi une perte de compétitivité sans précédent ainsi qu'un endettement record sans que l'Europe ne soit à même de faire sortir les pays de cette période de crise hormis par des initiatives prises par les pays eux même.

En ce qui concerne la crise migratoire qui frappe l'Europe depuis de nombreuses années, l'Union européenne n'a pas été en mesure d'y répondre sans laisser les pays en bordure de Méditerranée devoir subir les coûts financiers et humains que cet exode leur impose. Les intérêts divergeant des différents pays se confrontent, les actions menées ne sont pas coordonnées et finalement l'Union ne parvient pas avoir du poids politique. Se confrontent ainsi, une Allemagne désireuse de changer sa tendance démographique à la baisse et donc d'accueillir un nombre considérable d'immigrés et des pays comme l'Italie et la Grèce qui subissent les effets néfastes de la vague migratoire et doivent mettre beaucoup de moyens en place pour créer des lieux de transition pour les migrants comme à Lampedusa.

Durant ces crises une entente européenne a semblé impossible à trouver et l'Union européenne ne fut pas le projet commun conciliant les intérêts de chaque pays.

III. JOHNSON : LE TRUMP BRITANNIQUE ?

Aussi bien en termes d'incarnation que de choix politiques, Donald Trump et Boris Johnson cumulent des points communs importants. Entre hommes de convictions et d'action leurs pensées se sont souvent croisées et rejointes pour finir par l'approbation et le soutien du Brexit par Donald Trump.

1) Une ligne commune :

-> Des personnalités similaires

Boris Johnson et Donald Trump se sont fait reconnaître comme les rois de l'anti-politiquement correct dans le jeu de la diplomatie et de l'échiquier mondial. Là où Donald Trump a trouvé sa spécificité en se plaçant en opposition avec l'élite progressiste des facultés américaines, Boris Johnson lui laisse paraître son côté naturel et spontané pour incarner un personnage naïf qui cache en réalité un premier ministre très ambitieux. Les deux personnages ont habitué la presse à des déclarations virulentes et sortant du cadre politicien formaté que l'on connaît. Donald Trump partage aussi la spontanéité de Boris Johnson, il a été le seul président à s'exprimer en son nom sur un compte twitter personnel ce qui lui permettait de régir facilement à l'actualité sans avoir besoin des médias traditionnels.

Cette attitude parfois un peu grossière à l'égard du monde politique et des affaires a permis aux deux hommes de se mettre sur le devant de la scène dans leur pays respectif. En effet, c'est grâce à ce caractère que Donald Trump a pu devenir président de la première puissance mondiale et que Boris Johnson a pu mener le mouvement pro-Brexit au Royaume-Uni. De plus, grâce à l'image d'une certaine forme de naïveté qu'ils incarnent, tous deux ils ont pu faire croire à leur opposition respective qu'ils n'étaient pas une menace tout en préparant leurs projets politiques de leur côté.

C'est après leur arrivée aux affaires en tant que maire ou en course pour la présidence que les deux personnages utilisent leur tribune publique respective pour se faire connaître au grand public avec leur anti-politiquement correct. Nous nous souvenons par exemple de phrase comme *"Hillary Clinton est une infirmière sadique d'hôpital psychiatrique."* pour Boris Johnson en 2016 ou bien *"Comment peut-elle satisfaire son pays si elle ne satisfait pas son mari ?"* de la part de Donald Trump, toujours envers Hillary Clinton.

-> Un cœur électoral similaire

Les électeurs de Boris Johnson et de Donald Trump se ressemblent sur beaucoup de points ce qui permet de dresser un portrait commun de leur base électorale la plus fidèle.

Tout d'abord leurs électeurs sont souvent déçus des structures politiques traditionnelles, ce qui les rend peu réceptifs au marketing politique usant de la bien pensance comme modèle. Ils représentent plutôt un électorat de terrain, qui ne croit plus dans les discours classiques et qui ressent le besoin de proximité avec le personnel politique. Ainsi, Donald Trump gagne en 2016 en parvenant à conquérir les États traditionnellement démocrates de la Rust-Belt. Un électorat de terrain qui a subi les conséquences de la désindustrialisation et à qui il fallait proposer un nouvel espoir : "Make America Great Again". De même lors du Brexit ou des élections législatives de 2019, Boris Johnson a su conquérir de façon inédite les terres travaillistes du nord de l'Angleterre.

Ainsi, Johnson et Trump ont su convaincre les électeurs qui sont les grands perdants des sociétés occidentales post-industrielles. Ils obtiennent en premier lieu des scores importants dans les zones rurales et périurbaines. Ils s'adressent à travers slogans de campagne à un électorat en colère, peu considéré par les politiques jugés élitistes et déphasés du monde réel et qui souhaite passer à l'action pour mettre fin au déclin. Ces populations longtemps délaissées par le système politique concentrent souvent les difficultés de la société post-industrielle et multi-culturelle. Délaissées, elles ne sont pas pour autant dénuées de revendications. Cet électorat populaire souhaite plus d'emplois, une amélioration de son pouvoir d'achat et revendique une baisse de l'immigration pour protéger son capital culturel.

Si le cœur électoral de Trump et Johnson est principalement rural et périurbain, il est intéressant de constater qu'à l'occasion des élections législatives de 2019 Boris Johnson est parvenu à faire basculer des grandes villes d'Angleterre. Signe qu'une fois aux manettes, la mise en œuvre de ce programme politique séduit au-delà des répartitions géographiques traditionnelles.

-> Positionnement anti-establishment

Tout comme leur électorat, Trump et Johnson cultivent une image anti-establishment. De par leurs caractères, les deux hommes représentent une fracture avec un monde politique toujours plus lisse et politiquement correct. Les élections américaines de 2016 ont montré que le fossé créé entre l'Amérique profonde et l'Amérique des grandes métropoles était de plus en plus important et que les élections ne se jouent plus seulement sur les américains

éduqués et habitants en ville. Au Royaume-Uni, le même schéma politique est arrivé lors du vote du Brexit.

En 2016, tout le monde pensait ce vote gagné d'avance par le "rester". Ce que les sondeurs ont appelé des accidents électoraux rend compte en réalité d'une surmobilisation d'un électorat plutôt populaire qui ne votait plus. Déçus par ses dirigeants politiques et pensant que quel que soit leur vote leur vie ne changera pas, ces électeurs sont sortis des radars. La grande force de Donald Trump et Boris Johnson est d'avoir par leur personnalité et prises de positions (dans le cas du Brexit le caractère inédit de ce référendum) montrés que les choses pouvaient cette fois-ci vraiment changer.

Cette position anti-establishment a conduit les deux dirigeants à s'attirer des fortes critiques de la part des médias. Une grande partie de ces derniers ont largement remis en cause leur capacité à pouvoir diriger leur pays respectif. Les critiques se sont successivement portées sur leur capacité à pouvoir gagner une élection, puis ensuite à pouvoir diriger leur pays et enfin sur la faisabilité à pouvoir mettre en œuvre leur programme. Pourtant, les capacités de Boris Johnson et Donald Trump à pouvoir surpasser un à un les différents obstacles ont au moins démontré la pertinence de leur analyse sur un clivage entre le peuple et un « establishment ». La difficulté réside alors à pouvoir définir ce que serait cet « establishment » dans chacun des pays concernés.

-> Contre-courant dans leur parti

Ce positionnement anti-establishment se retrouve également au sein de leur propre parti qu'ils sont parvenus à faire muter idéologiquement. Ainsi, Boris Johnson n'a pas eu toutes les grâces du parti conservateur et ce depuis des années. Le candidat conservateur était depuis le début jugé sur sa posture et son prétendu manque d'efficacité. Trump quant à lui s'est vu à plusieurs reprises vu attaqué à l'intérieur de son propre parti. Le dernier exemple est la période post élection présidentielle de 2020, après sa défaite, Trump s'est vu critiqué par des pontes des républicains et certains l'ont même publiquement rejeté à l'image de Mitch McConnell dénonçant les agissements Trump après avoir voté en faveur de son acquittement lors de son deuxième impeachment. Boris Johnson a lui fait de Phillip Lee, conservateur pro européen, son ennemi de premier plan après lui avoir fait perdre sa majorité en 2019. Les deux hommes sont alors victimes de critiques de l'opposition mais aussi des critiques les plus franches dans leurs propres camps.

Leurs personnalités politiquement incorrectes et anti-establishment leur a donc valu de subir les critiques de leurs propres partis historiques qui représentaient parfaitement ce que Boris Johnson et Donald Trump critiquent en parlant de lutte contre la société politique établie depuis de nombreuses années. Boris Johnson apparaissait comme un des grands

gagnants du Brexit en 2016, au point que son nom était évoqué pour devenir Premier ministre à la place de David Cameron. Pourtant son manque de soutien à l'intérieur du parti conservateur a dû le contraindre à se retirer au profit de Theresa May plus en phase avec les leaders du parti. Ainsi, Boris Johnson et Donald Trump en 2016 apparaissaient l'un comme l'autre, comme à contre-courant de leur parti ou à minima de leurs dirigeants.

-> Un côté jusqu'au boutiste

Nous l'avons vu à travers leurs décisions polémiques ayant entraîné de grandes sorties médiatiques. Le "mur de Trump" à la frontière des États-Unis aura été la figure de proue de la campagne médiatique de Donald Trump et, même si le projet n'aura pas vu le jour dans son entièreté, Donald Trump n'a cessé de vouloir mener à bien ce projet. Lors de sa campagne électorale de 2020, Donald Trump a aussi montré sa capacité à ne pas se résigner et mener ses combats jusqu'à leur véritable fin.

Concernant Boris Johnson, le no-deal fut son objectif s'il ne parvenait pas à trouver un compromis qui satisfasse les intérêts britanniques avant ceux de l'Europe. Cette lutte pour les intérêts de sa nation aura été payante car après avoir prôné la possibilité d'un no-deal durant 1 an et demi, avoir repoussé l'échéance de l'accord à plusieurs reprises et tout en ayant mené 7 rounds de négociations peu fructueuses. Le 24 décembre 2020 l'accord de 1246 pages est trouvé et il correspond au respect des intérêts britanniques.

2) Points de différences :

-> Un projet plus libéral pour Johnson

Boris Johnson se voudrait en nouveau Thatcher en incarnant le renouveau d'un Royaume-Uni perdu dans l'Union Européenne. Contrairement à Donald Trump, Johnson n'a cessé de prôner un programme libéral et en faveur d'un libre échange des plus pur dans les années post-brexit. En effet, le Premier ministre britannique voit le Brexit comme un moyen de « libérer » son pays de certaines règles fiscales, éthiques, douanières et environnementales. Il porte une critique davantage sur les institutions européennes que sur la pertinence du projet européen, il voit ainsi l'Union européenne comme une institution qu'il juge « infantilissante ». Le Brexit est ainsi pour lui un projet de « liberté » pour le Royaume-Uni afin de lui permettre de se tourner vers de nouveaux horizons et être maître de son destin

La politique de Margaret Thatcher souhaitant un état moins présent et une économie de marché plus libre ne sera pas possible de suite dans un Royaume-Uni dont les préoccupations premières sont les enjeux sociétaux et d'immigration. Il restera à voir comment le Royaume-

Uni agira dans les années post-brexit afin de cerner comment le Gouvernement va concilier effectivement le protectionnisme et le libéralisme.

-> Une personnalité plus encline au compromis

Boris Johnson l'a montré face au frileux du Brexit, il sait faire des compromis. Au début très frileux à négocier avec l'Europe quitte à mettre l'accord en condition de *No-Deal*, Boris Johnson s'est montré magnanime et a su voir qu'il n'était pas le seul aux commandes de ce projet.

Au début intransigeant face aux demandes européennes, Johnson a su prendre conscience que son allié du Brexit, Donald Trump, partait de la Maison Blanche et que son nouvel occupant n'était pas aussi enthousiaste face à la personnalité et les convictions politiques de Boris Johnson.

Un avenir très incertain face au dénouement du projet de Brexit se dessinant, Boris Johnson décida alors de changer de stratégie et de tout mettre en œuvre en quelques semaines pour réussir à aller au bout du projet du Brexit.

B. JOHNSON ET LE TEMPS DES CAMPAGNES

I. LE BREXIT

Le Brexit, c'est d'abord la promesse de David Cameron. Le Premier ministre britannique promet d'organiser, s'il est réélu, un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Une promesse électorale essentiellement destinée à couper l'herbe sous le pied du parti eurosceptique UKIP, dont la progression menace le Parti conservateur.

Si les courants libéraux au sein des partis conservateur et travailliste ont longtemps dominés les débats, se posant respectivement en partisans et défenseurs de l'idéal européen, le rapport de forces n'en a pas toujours été ainsi. En effet, dans les années 1970, le clivage était à front renversé. Ainsi, tandis que la gauche britannique voyait en l'Europe un groupe faisant la part-belle à un capitalisme en plein âge d'or, les *Tories* menés par Edward Heath et Margaret Thatcher manifestèrent un soutien appuyé à la communauté économique européenne, dans le cadre du référendum du 5 juin 1975, organisé par le gouvernement

travailliste de Harold Wilson. Un soutien intéressé, donnant aux insulaires un accès au Marché commun européen.

Mais les digues partisans déjà se montrèrent poreuses, dressant un tableau pas aussi manichéen que la ligne des partis ne l'aurait laissé présager. Lors de ce même référendum, le clivage droite-gauche s'estompa, au profit d'une seconde ligne de démarcation alors naissante, les « pro » face aux « anti » Union européenne. Malgré un résultat qui n'appelle pas à débat, cette nouvelle donne ancre dès lors l'émergence d'un soutien transpartisan au « non » dans la société britannique. Parmi ces soutiens, des conservateurs comme Enoch Powell ou des travaillistes comme Tony Benn ont mis en avant la défense de la souveraineté britannique. Un tiraillement identitaire qui n'a depuis eu de cesse d'évoluer, jusqu'à paver la voie au mouvement du Brexit.

1) La montée de l'euroscepticisme

Mais cette mue ne s'est pas faite sans douleurs pour le camp Tory, en illustre le traumatisme de la ratification du traité de Maastricht de février 1992. Un jalon européen qui aura mis en lumière un parti miné par les divisions internes et le manque de leadership du premier ministre d'alors, John Major. La fin de mandat du successeur de Margaret Thatcher se solde par une victoire écrasante des travaillistes emmenés par Tony Blair en mai 1997, et sonne comme la fin d'une ère après dix-huit ans de majorité conservatrice à la chambre. Une période houleuse qui va rebattre les cartes de la politique britannique, en témoigne un euroscepticisme grandissant, avec en point d'orgue l'apparition des « rebelles de Maastricht ».

En outre, le tournant européen qu'illustre Maastricht agit aussi et surtout comme un électrochoc, s'en suivra une opposition à l'union européenne qui se radicalise. La hantise d'une Europe fédérale, incarnée par un super-État centralisateur annihilant les souverainetés nationales mène à la création de divers groupes de pression eurosceptiques. En figure de la fronde, Alan Sked, maître de conférences à la London School of Economics, et ancien membre du Parti Libéral fonde la Ligue anti-fédéraliste en 1991, en pleine campagne contre la ratification de Maastricht.

À la suite de ses premiers revers électoraux, la ligue conclut que la seule voie qui s'ouvre à elle est le retrait pur et simple de l'union européenne, qui dès 1993 s'incarnera dans le « UK Independance Party ». Ainsi, le UKIP fait son entrée dans le paysage électoral britannique aux élections européennes de 1994, recueillant trois sièges cinq ans plus tard, puis se fait remarquer en 2004 avec 12 sièges pour 16,1% des suffrages, à la suite d'une campagne dynamique de son nouveau dirigeant charismatique, Nigel Farage. Le parti eurosceptique continue son inexorable ascension dans les urnes aux européennes de 2014, obtenant un

score historique de 27,49%. En devenant pour la première fois depuis un siècle la « troisième voie », il se pose en marge de l'ordre établi.

2) Le Brexit

Face à cette lame de fond eurosceptique qui siphonne le parti conservateur, David Cameron promet en janvier 2013 un référendum de sortie de l'union européenne, en cas de victoire des Conservateurs aux élections générales de 2015. Ayant atteint la majorité absolue à la Chambre des Communes, David Cameron, reconduit à son poste, tient sa promesse appelant les britanniques au vote le 23 juin 2016, avec pour question référendaire : « Le Royaume-Uni doit-il rester membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? ». La campagne mis d'emblée en lumière deux camps, celui du « REMAIN » et celui du « LEAVE » qui vont fracturer la nation. Une tension qui mènera au meurtre de la députée travailliste Jo Cox alors en pleine campagne électorale et qui conduit à une polarisation de l'ensemble des partis traditionnels, dans toute l'Europe.

Dès lors, la campagne du Brexit laisse apparaître au grand jour les lignes de fracture. Pris en étau par le UKIP qui y voit l'aboutissement de leur projet politique, et un establishment qui y voit le risque d'une sortie de l'histoire, émerge une voix rapidement qualifiée de populiste, incarnée par l'ancien maire de Londres et personnage iconoclaste, Boris Johnson. Une période qui a également été le témoin de la naissance de la notion d'*alternative facts*, dans un affrontement par presse interposée où dans la plus pure tradition anglo-saxonne, tous les coups sont permis. Les médias aux positions partisans assumées ont pleinement engagé leurs lignes éditoriales dans la campagne.

Du côté des journaux pro-Brexit, on retrouve The Telegraph, quotidien conservateur au plus grand tirage qui écrit qu'avec le Brexit « nous choisissons l'espoir ». Une espérance partagée également sur le front des tabloïds, dont le premier d'entre eux, The Sun brocarde à la « une » du 14 juin 2016, « The Sun today urges everyone to vote LEAVE ». En face, The Guardian, quotidien de centre gauche se prononce pour le « REMAIN », et ce « quoi qu'il arrive » dans un éditorial du 19 Mai. D'autres journaux, plus traditionnellement conservateurs, tels que le Times et le Financial Times, publient de nombreux articles en faveur du « REMAIN », témoignant de l'inquiétude du patronat et des milieux économiques face à l'incertitude du « LEAVE ». L'implication de la presse outre-manche apporte une lumière particulière pour comprendre le vote du Brexit. Beaucoup plus que dans d'autres pays, la presse a toujours été extrêmement influente outre-Manche, avec en première ligne les tabloïds qui sont lus quotidiennement par des millions de Britanniques, représentant la classe populaire.

Les incertitudes nombreuses ont participé à une hystérisation des débats, d'un côté sur les enjeux financiers et économiques, et de l'autre un réveil identitaire en pleine tempête migratoire dans l'Union Européenne. Puis, le 23 Juin le « LEAVE » l'emporte par 51,9% des suffrages exprimés. Un cataclysme, alors que les sondages ne laissaient pourtant guère d'espoir aux partisans de Boris Johnson, alors tête de proue du mouvement « OUT ». Dans la foulée, David Cameron annonce sa démission et abandonne la direction du Parti conservateur, plongeant le pays dans la crise politique.

Cette victoire a mis en branle le monde entier. Vent de changement pour certains, douche froide pour les autres. Ce résultat n'a pourtant rien d'une sortie de route. En effet, plusieurs leviers expliquent l'amplitude du séisme « BREXIT ». En premier lieu, une sociologie, avec une différence notable du vote au référendum selon l'âge. Ainsi, la classe d'âge des 18-24 ans a voté à 66%, et jusqu'à 80% pour les étudiants, en faveur du maintien dans l'union européenne, tandis que 62% des plus de 65 ans ont voté pour le Brexit, marquant une véritable fracture générationnelle. A cela, s'ajoute un schisme régional, alors que l'Angleterre à 53,4% et le Pays de Galles à 52,5% ont voté majoritairement pour le Brexit, l'Irlande du Nord à 55,8% et l'Écosse à 62% se sont massivement prononcés contre. Ayant pour conséquence de relancer par ailleurs les velléités d'indépendance écossaise par la voix de sa première ministre, Nicola Sturgeon qui déclara qu'« il est temps pour l'Ecosse de devenir une nation européenne indépendante ». Mais, la ligne de césure se retrouve d'abord dans la confrontation entre les zones urbaines métropolitaines et des zones périphériques déclassées par la mondialisation. Deux mondes qui se font face et où les enjeux que représentent la qualification professionnelle, la pyramide des âges ou encore l'immigration sont vécus sous un prisme différent.

3) Dominic Cummings, un homme clé du Brexit

Dominic Cummings², a été un élément clé du succès du Brexit dans le camp du « LEAVE ». En effet, le stratège qui s'est retrouvé dans la lumière lors de la prise de fonction de Boris Johnson, a d'abord été un homme de l'ombre. Eurosceptique notoire, il a fourbi ses armes de haute lutte contre l'adoption de l'euro par le Royaume-Uni, au tournant des années 2000. L'homme a joué un rôle majeur dans la ligne stratégique des « brexiters », s'attachant les services d'AggregateIQ, filiale canadienne de Cambridge Analytica. Dominic Cummings a pris le parti d'imputer jusqu'à 40 % du budget de campagne vers des algorithmes sophistiqués, afin de s'assurer la diffusion de messages ciblés sur le réseau social Facebook.

Cette manœuvre d'analyse des données personnelles de l'électorat britannique, convoitant le vote populaire, vaudra une amende à son mouvement « Vote Leave » pour avoir enfreint

² <https://www.lejdd.fr/Politique/dans-les-coulisses-de-la-fabrication-des-fake-news-3883646>

le code électoral. On lui attribue également la paternité du slogan "Take back control", trois mots qui auront résonné tout au long de la campagne, prônant un retour à la souveraineté du royaume. Mais, là où son rôle est encore plus notoire, est qu'il est à l'origine de la bataille politique autour de l'émergence des « fausses informations ». Idée ouvrant la voie à Donald Trump, dénonçant les « fake news » qui auront ancré sa ligne populiste, le menant à la Maison Blanche l'année suivante, déjouant tous les pronostics.

En effet, Dominic Cummings a grandement contribué à propager l'idée qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne engendrerait une économie à hauteur de 350 millions de livres sterling par semaine. Des moyens financiers nouveaux alors susceptibles d'être investis dans le financement du NHS, la Sécurité sociale britannique, en proie à des difficultés chroniques. Ce montant, en gros caractère sur un autocar rouge, a sillonné le pays durant toute la campagne, et a, de l'avis de beaucoup, permis le basculement d'une partie importante du vote populaire dans le camp du « LEAVE ».

4) Les raisons du Brexit

Des enquêtes de sortie des urnes montrent que le principe de souveraineté, mais également le souhait de reprendre le contrôle des frontières, de limiter l'immigration et de stopper la progression des domaines de juridiction de l'union européenne ont été les principaux motifs du vote en faveur du Brexit. Le « Take back control » s'inscrit dans une logique historique des rapports qu'entretient la Grande-Bretagne avec l'Europe, elle qui n'a de cesse de réclamer une indépendance politique vis-à-vis d'ambitions fédéralistes.

Depuis leur accession au marché commun en 1973, les Anglais ont contre vent et marées garder leur ligne originelle libérale, « OUI » au commerce libre qui s'incarne dans le Marché et l'abaissement des règles douanières, « NON » à une Europe politique. Les Anglais étaient pleinement en phase avec la vision des années 1970 où l'Europe se voyait d'abord comme un marché commun et protectionniste, dénoncée comme la « forteresse Europe » par les Américains. Puis à partir des années 1980, l'idéologie fédéraliste et du libre-échange prend le dessus pour réclamer toujours plus de prérogatives, jusqu'à susciter l'ire des britanniques et la montée d'un euroscepticisme

Dans le camp des vainqueurs, deux challengers se font alors face et ouvrent la voie à un renouvellement de la scène politique sans précédent au pays des Deux-Roses. D'un côté Nigel Farage, en trublion politique qui voit en ce succès l'aboutissement d'une vie, et de l'autre l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, s'inscrivent dans la lignée des enfants terribles de la vie politique britannique.

5) La chute de Theresa May

Deux jours après avoir pris la tête du Parti conservateur, Theresa May remplace David Cameron à Downing Street, avec pour objectif de mener à bien le Brexit. Cependant, on peut se poser la question de la sincérité de l'engagement de la Première ministre britannique. En effet, membre de l'*establishment*, elle avait alors fait part de ses doutes concernant les conséquences économiques d'un Brexit. Néanmoins, au sein de l'échiquier conservateur, elle avait pris soin de nourrir une position suffisamment ambiguë, afin de se positionner en cas de victoire inattendue d'un Brexit.

Finale­ment en poste, son coup politique mené d'une main de maître, sa ligne se retrouve rapidement prise en étau, entre des « hard-Brexiters » déterminés, et une commission européenne encline à sanctionner le Royaume-Uni pour l'exemple. Par ailleurs, sur le plan politique interne, sa majorité fragile vacilla par les positions instables de ses encombrants alliés du parti unioniste nord-irlandais. En désaccord notoire sur la stratégie de négociation, le ministre des affaires étrangères britannique d'alors, Boris Johnson, démissionna le 9 juillet 2018. Et ce, au lendemain du départ du ministre chargé du Brexit au sein du gouvernement, David Davis³.

Déclarant que le rêve du Brexit était « en train de mourir », et que le Royaume-Uni se dirigeait vers « le statut de colonie » de l'Union Européenne, Boris Johnson s'évertua dans sa lettre de démission à ancrer sa ligne d'un « hard-Brexit ». Il fut alors remplacé par Jeremy Hunt, qui avait affiché son soutien au maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. Par ailleurs, Donald Tusk en qualité de président du Conseil Européen se félicita, quant à lui, du départ des tenants de la « ligne dure », tout en s'inquiétant de la vitalité au sein du peuple britannique de l'idée d'une sortie de l'Union « à tout prix ». Animée d'une bonne volonté évidente de ne pas voir le pays sombrer, mais refusant tout conflit ouvert avec le négociateur européen, en la personne de Michel Barnier, Theresa May n'a jamais été en position de négocier. Un rapport de force inégal remarqué du côté britannique, incitant les chambres parlementaires à la défiance.

En effet, tenante d'une ligne « soft-Brexit », sur le modèle de la solution norvégienne vis-à-vis de l'Union européenne, Theresa May s'est malgré tout entêtée sur des points de négociations clés, tels que la restriction de la libre-circulation, ou encore le « backstop » en Irlande du Nord. Soucieuse que les Nord-Irlandais demeurent sous giron britannique, pour des raisons historiques évidentes, elle a fortement amenuisé toute chance d'accord, plongeant les discussions dans un marasme au long cours. Par son manque de pédagogie et d'esprit de concertation auprès de ses propres forces parlementaires conservatrices, tout comme en dehors, elle s'est très vite trouvée prise entre le marteau et l'enclume, une position qui s'est avérée sur la durée intenable.

³ https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2018/07/09/royaume-uni-ce-qu-il-faut-retenir-de-la-demission-du-ministre-du-brexit_5328373_4872498.html

En position d'échecs répétés, la Première ministre mettra finalement ses fonctions dans la balance, à la suite de multiples votes sanctions des chambres britanniques. Ce qui aboutira à sa démission le 24 Mai 2019 après plusieurs reports de la date de sortie du Royaume-Uni, et avec pour baroud d'honneur, la proposition d'un nouveau référendum.

6) La prise de contrôle du parti conservateur

Le jeudi 23 mai 2019, date des élections européennes, marque un cataclysme électoral pour le parti conservateur britannique. Le Brexit Party de Nigel Farage caracole en tête avec 30,74% des suffrages, soit 29 sièges sur 73, viennent ensuite les Libéraux-démocrates avec 19,75% pour 16 sièges, puis les travaillistes avec 13,72% pour 10 sièges, les verts avec 11,76% pour 7 sièges et enfin les conservateurs avec un score famélique de 8,84% pour 4 sièges. À la suite de ces résultats, les pires que n'aient jamais connus le parti conservateur aux élections européennes, Theresa May annonce dès le lendemain sa démission en tant que chef des Tories et donc du poste de Premier ministre britannique. À l'origine de cet échec électoral se trouvent les multiples échecs de Theresa May à conclure un accord de sortie avec l'UE, des échecs successifs qui auront fini de fracturer le parti conservateur, en différentes factions.

Le Parti Conservateur se voit donc contraint à nommer un nouveau chef, par une procédure d'élections internes en deux étapes : d'abord par un vote des députés, puis par celui des militants. Des élections internes à la direction du Parti ont lieu d'abord entre les 313 députés tories du 13 au 20 juin 2019 dégagant un duo de candidats, que les 139 318 adhérents du parti conservateur doivent ensuite départager. Boris Johnson et Jeremy Hunt finissent en ballotage mais l'ancien maire de Londres confirme déjà auprès du vote des députés son statut de grand favori. C'est ce qu'atteste le vote des adhérents, le 23 juillet, dont 66,1% des voix se dirigent en sa faveur. Le lendemain, Boris Johnson prend ses fonctions de Premier ministre.

L'arrivée au pouvoir de Boris Johnson a été tumultueuse alors que ce dernier a assumé une ligne dure, utilisant un parti-pris volontariste avec en horizon l'épée de Damoclès d'un hard-Brexit. Une défiance qui s'est illustrée le 3 septembre 2019 alors que 21 députés Tories ont fait défection, alignant leur vote avec les élus de l'opposition à la Chambre des communes. Ce désaveu du nouveau leader conservateur a ouvert la voie à une motion permettant la prise de contrôle de l'agenda parlementaire par la Chambre. Après ce camouflet, Downing Street cherche à reprendre le contrôle de la scène politique britannique, afin de mener à bien le Brexit « coûte que coûte ». S'en suivront le limogeage des frondeurs, alors que face au chaos annoncé, certaines voix conservatrices prônaient la voie d'une « seconde chance » référendaire. Pris dans un bras de fer, dans un climat d'hystérisation de la vie parlementaire alors à son paroxysme, le hard-Brexit devient rapidement l'enjeu politique majeur. Ce

scénario est la carte tirée par Boris Johnson pour acculer son opposition, alors que les anti-Brexit voient en une sortie sans-accord l'ultime possibilité de « rejouer le match ».

Une épreuve de force qui légitimera l'appel à des élections générales anticipées en date du 14 Octobre, afin d'offrir aux partisans du Brexit la possibilité d'écramer, via les urnes, le parti conservateur de ses frondeurs. Cette stratégie très gaullienne fait penser au Général lors du débat portant sur l'introduction du suffrage universel direct pour l'élection du président de la République en 1962. De Gaulle faisait ainsi face à un blocage de l'Assemblée nationale qui refusait de se faire déposséder de son droit de choisir le Chef de l'État, ce qui a conduit à un référendum et à une dissolution. Elle permet ainsi de faire trancher par le peuple, un blocage parlementaire et en l'occurrence au sein du parti conservateur. Boris Johnson a ainsi su œuvrer plus habilement que Theresa May, ce qui démontre l'importance de la personnalité et du caractère dans la mise en place de politiques audacieuses.

En coup de maître, la demande de prorogation du parlement britannique, usant d'une manœuvre constitutionnelle. En effet, l'interruption des sessions parlementaires dans la période qui précède le « Queen's speech », marquant le début d'une nouvelle législature, fait partie des us et coutumes de Westminster. Élisabeth II fidèle à la doctrine royale de ne pas interférer dans la vie politique, sans surprise y consentira. Ainsi, au lieu des traditionnelles trois semaines pendant lesquelles se tiennent les congrès de partis, l'interruption des travaux parlementaires des chambres des communes et des lords a été établie à cinq semaines. La suspension appelée de ses vœux par Boris Johnson trouve son explication dans le calendrier du Brexit. En antagonisme avec la stratégie « May » n'ayant eu de cesse de « jouer la montre » dans l'espoir d'un consensus, Johnson s'inscrit dans la stratégie de la table renversée. La manœuvre, habile, permet d'éviter un énième report du Brexit et ainsi de contrecarrer la volonté affichée des travaillistes de déposer un projet de loi interdisant une sortie sans accord, ou « NO DEAL ».

II. LEGISLATIVE 2019 : UN SECOND PLEBISCITE

Retour sur les élections législatives de 2019

Boris Johnson fait face à une majorité parlementaire de plus en plus étroite et frondeuse. Les députés de Westminster votent ainsi plusieurs lois aux objectifs contradictoires et créent une véritable impasse politique pour l'exécutif. Ainsi, le 22 Octobre, les députés ont approuvé le projet de loi visant à appliquer l'accord de Brexit négocié avec Bruxelles, tout en rejetant le calendrier dans une volonté de « gagner du temps ». Boris Johnson engage alors le bras de fer pour une sortie de l'Union européenne sans attendre, le 31 octobre.

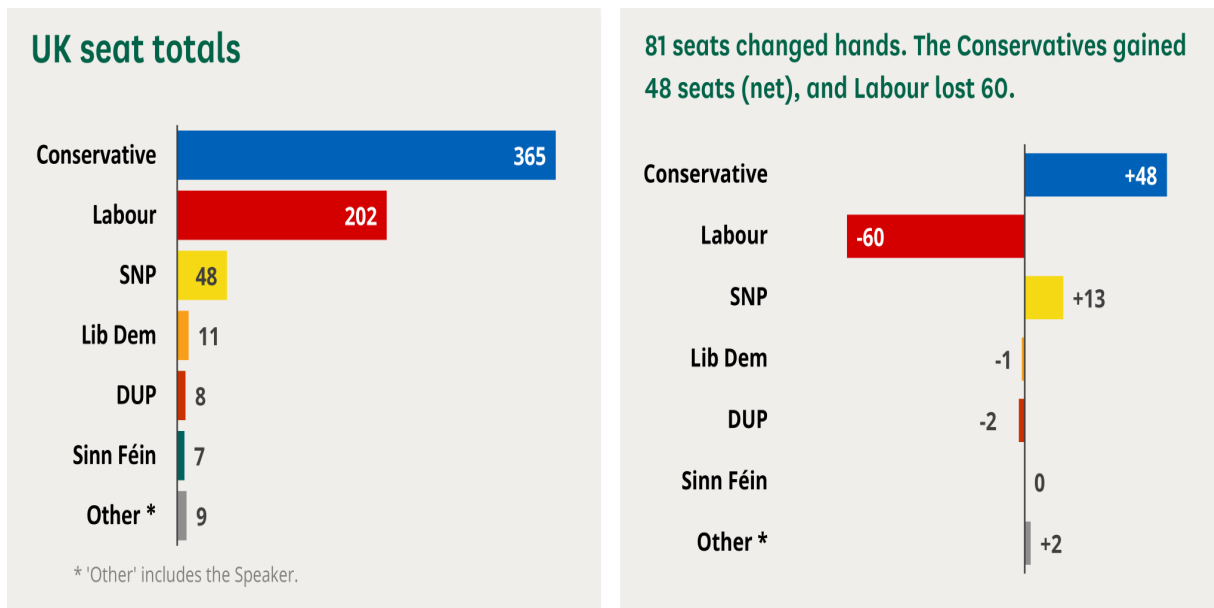
Par l'appel au scrutin, Johnson joue sa majorité au Parlement, afin de renforcer le rapport de force autour du « NO DEAL » qui fait office d'épouvantail. Encouragé par des sondages faisant la part belle aux conservateurs, qui oscillent entre 35 et 45% des intentions de vote, Boris Johnson provoque donc les élections anticipées du 12 Décembre 2019. Au cours de la campagne, Johnson s'emploie à renforcer l'accent « social » de son programme économique pour élargir sa base électorale à la classe moyenne britannique qui a souffert de la mondialisation, de la désindustrialisation et des mesures d'austérité des gouvernements précédents. En porte-étendard l'on trouve le NHS, ou la Sécurité sociale britannique, en décrépitude et où le leader Tory promet d'intensifier les investissements. Mais pour ce faire, il faut tourner la page du Brexit, avec pour slogan « Get Brexit Done ».

Plusieurs dynamiques politiques sont à l'œuvre, avec au cœur des débats de campagne, la position ferme du « quoiqu'il en coûte » qui met le scénario du « NO DEAL » sur la table. En assumant sa ligne, Boris Johnson clarifie les débats et place le peuple britannique en juge de paix. Mis face à leurs responsabilités quant à l'avenir du royaume, les sujets de Sa Majesté répondront présents dans les urnes avec une participation à hauteur de 67%, dans un contexte politique pourtant difficile. Les travaillistes, sous l'égide de Jeremy Corbyn, déjà soumis à des dissensions internes, se déchirent sur l'opportunité d'un second référendum. Le Brexit Party de Nigel Farage annonce quant à lui qu'il n'investira aucun candidat dans nombre de circonscriptions afin de ne pas favoriser un éparpillement des voix conservatrices.

Un évènement extérieur va rapidement venir crisper les positions, deux semaines avant la tenue des élections. Ainsi, le grand rabbin Ephraïm Mirvis a estimé que le "poison" s'est enraciné au sein du Labour, venant raviver les braises qui couvent sous les cendres d'un parti déjà aux abois. En première ligne, son leader Jeremy Corbyn porte sur lui depuis de nombreuses années déjà, des soupçons de laxisme face à un antisémitisme endémique au sein du Labour.

Ces élections vont voir un véritable raz-de-marée électoral pour le Parti Conservateur britannique qui parvient à rafler la majorité absolue des sièges, et surtout à réaliser ses meilleurs scores depuis Margaret Thatcher, en 1987. Les Tories obtiennent ainsi 43,60% des voix et 365 sièges, soit 45 de plus que sous la législature précédente, et 39 sièges de plus que la majorité absolue. En face, les travaillistes réalisent leur pire résultat depuis 1935, conduisant à la démission de leur leader.

Explications du scrutin



Source : Parliament.uk

Boris Johnson a remporté son pari puisqu'il est passé d'une majorité relative au Parlement à une large majorité absolue lui permettant de renforcer sa position de Premier ministre et de chef du parti conservateur. Il s'agit d'un résultat historique puisque les conservateurs ont remporté leur plus large majorité depuis Margaret Thatcher en 1987, confirmant la nouvelle orientation du parti impulsée par Boris Johnson. Les travaillistes enregistrent de leur côté leur pire résultat depuis 1935, conduisant à la démission de Jeremy Corbyn. À l'instar de Donald Trump, il a provoqué une recomposition et a élargi le socle traditionnel des électeurs de droite pour viser un électorat votant habituellement à gauche.

Un vote polarisé par la question du Brexit

Sondage : sorties des urnes par Yougov⁴

Catégorie	Conservateurs	Travaillistes	LibDem	Brexit
Total	45%	33 %	12%	2%
Vote lors du référendum de 2016				
Remain	19%	49%	21%	0%
Leave	74%	14%	3%	4%
Vote lors des élections de 2017 et du référendum 2016				

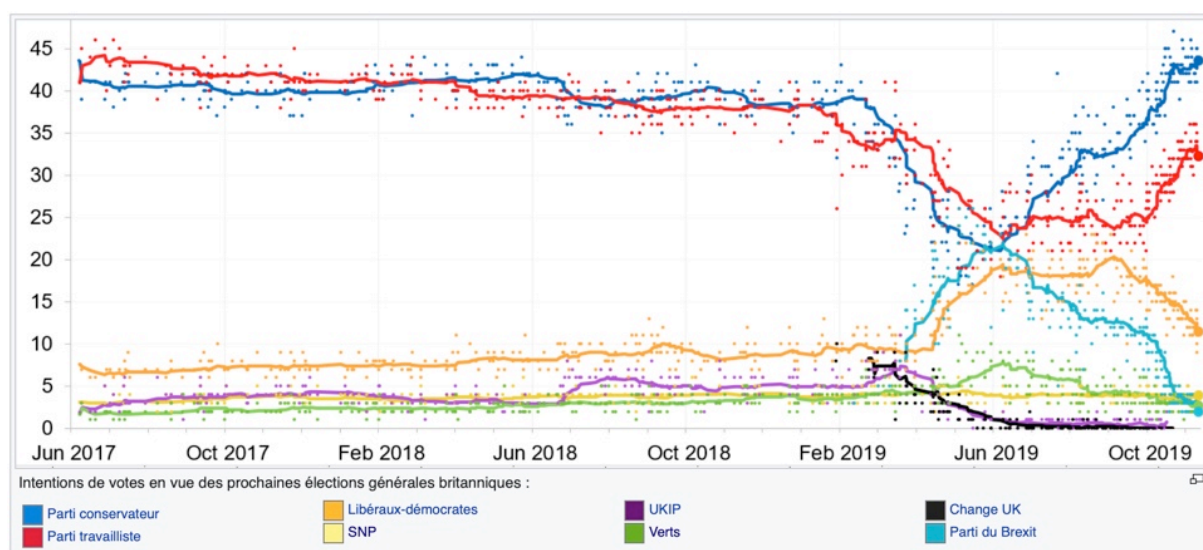
4

https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/wl0r2q1sm4/Results_HowBritainVoted_2019_w.pdf

Conservateurs et Remain	65%	8%	22%	0%
Conservateurs et Leave	92%	2%	2%	2%
Travailleurs et Remain	3%	79%	12%	0%
Travailleurs et Leave	33%	52%	4%	6%
Libéraux et Remain	6%	21%	66%	0%
Libéraux et Leave	46%	9%	30%	4%

En adoptant une ligne claire sur la question du Brexit, Boris Johnson a fait le plein des voix parmi les partisans du Brexit. En polarisant le débat autour de la sortie du Royaume-Uni et bénéficiant du référendum de 2016, le chef du parti conservateur a attiré des électeurs ayant choisi de voter « Leave » lors du référendum et pour un autre parti lors des élections de 2017. Ainsi, 33% des britanniques ayant choisi de voter pour le Brexit en 2016 mais Travailleurs en 2017 se sont tournés vers Boris Johnson. Il en est de même pour 46% des Britanniques ayant voté pour le Brexit mais pour les Libéraux-démocrates en 2017. De l'autre côté, les Travailleurs n'ont pas su mobiliser suffisamment les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne (49%) à la différence des Conservateurs qui ont su le faire pour les partisans du Brexit (74%).

Évolutions des sondages portant sur les élections générales britanniques de décembre 2019



Source⁵

⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Élections_générales_britanniques_de_2019

Comme le montre le graphique ci-dessus, le bipartisme entre les conservateurs et les travaillistes a été fragilisé par les élections européennes de mai 2019 qui ont vu une coupure en deux de chaque camp du Brexit (Remain et Leave). Le débat sur l'Europe a conduit à un retour du débat sur le Brexit qui a permis de voir émerger les Libéraux-démocrates pour le camp du Remain et UKIP pour le camp du Brexit. La victoire des conservateurs et des travaillistes lors des élections législatives de 2019 dépendait ainsi de la capacité de chacun des camps à pouvoir capter l'essentiel des partisans du Leave pour les premiers et du Remain pour les seconds.

Seulement, si Boris Johnson a parfaitement réduit le vote en faveur de UKIP comme le montre le graphique, Jeremy Corbyn n'a pas su le faire pour les Libéraux-démocrates. Ce dernier a maintenu une ligne plutôt floue sur la question du Brexit à la différence de Boris Johnson qui a fait campagne sur « Get Brexit Done ». Boris Johnson a ainsi réussi à contredire la formule du Cardinal de Retz reprise par François Mitterrand « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment », soulignant une rupture avec une certaine façon de faire de la politique.

Analyse sociologique

Sondage : sorties des urnes par Yougov⁶

Catégorie	Conservateurs	Travaillistes	LibDem	Brexit
Total	45%	33 %	12%	2%
Sexe				
Hommes	46%	31%	12%	2%
Femmes	44%	35%	11%	2%
Âge				
18-24 ans	21%	56%	11%	1%
25-49 ans	34%	43%	13%	2%
50-64 ans	50%	27%	12%	3%
65 ans et plus	64%	17%	11%	2%
Classes sociales				
AB	42%	32%	16%	1%
C1	43%	34%	12%	2%
C2	49%	31%	9%	3%
DE	47%	34%	8%	3%
Niveau d'études				

⁶

https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/wl0r2q1sm4/Results_HowBritainVoted_2019_w.pdf

Bas	58%	25%	8%	3%
Moyen	48%	31%	11%	2%
Élevé	29%	43%	17%	1%
Revenus du ménage				
Moins de 20000£	45%	34%	9%	3%
20000–39 999 £	47%	31%	11%	2%
40000–69 999 £	43%	35%	13%	1%
Plus de 70000 £	40%	31%	20%	1%
Vote lors des élections générales de 2017				
Conservateurs	85%	4%	7%	2%
Travailleurs	11%	72%	9%	2%
Libéraux	14%	20%	59%	1%
UKIP	67%	5%	3%	19%
Verts	10%	34%	15%	1%
SNP	5%	4%	1%	0%
Plaid Cymru	28%	15%	4%	3%
Autres	42%	15%	13%	5%

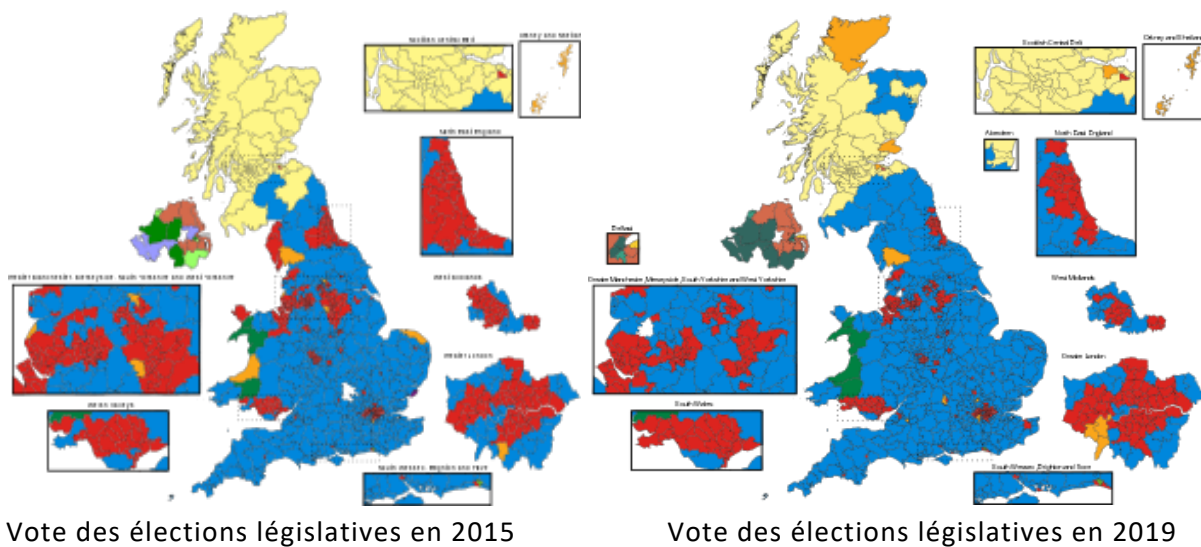
L'analyse des sondages de sorties des urnes des élections législatives 2019 au Royaume-Uni permet de donner des indications sociologiques sur le vote. Une comparaison entre le vote en faveur des conservateurs et des travaillistes peut se porter sur la pyramide des âges des deux structures électorales. Le vote travailliste est plus important chez les jeunes (56% des 18-24 ans et 43% des 25-49ans) alors que le vote conservateur l'est plus chez les seniors (50% des 50-64ans et 64% chez les plus de 65ans). Cette répartition est classique dans un duel entre la gauche et la droite dans les pays occidentaux, même si leur ampleur est très importante.

Une autre fracture se constitue sur le niveau d'études. Les plus diplômés ont voté davantage pour les partis en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne comme les travaillistes et les libéraux démocrates. Tandis que ceux qui ont un niveau de diplôme moyen ou bas se sont davantage tournés vers les conservateurs. Il s'agit d'un clivage que l'on retrouvait déjà lors du référendum portant sur le Brexit. Plus on est diplômé, plus on est en faveur de la mondialisation et par conséquent en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Cela s'explique notamment par la facilité d'insertion des diplômés sur le marché du travail, notamment dans les métiers de service. Or, les thèses néolibérales adoptées dans les années 80 ont favorisé un transfert de la production, notamment industrielle, vers les pays émergents. Ce sont souvent des métiers avec moins de qualifications qui ont fait l'objet de ces transferts, ce qui explique la différence de taux

d'emploi entre les diplômés (87,7% en 2018 au Royaume-Uni) et les non diplômés (71,6%). Cette différence conduit à une appréhension face à la mondialisation différente en fonction de sa capacité d'insertion et de mobilité dans le marché du travail. Ce qui explique en partie le souhait accru de protection des moins diplômés et la vision positive de la mondialisation des plus diplômés.

Les votes conservateur et travailliste connaissent tous les deux une certaine homogénéité en comparant le vote en fonction des classes sociales et du niveau de revenu. Habituellement, la comparaison entre le vote en faveur des partis de droite et en faveur des partis de gauche marque une distinction par rapport aux revenus et à la classe sociale. La gauche bénéficie traditionnellement du vote des catégories les moins aisées et la droite des plus aisés. Il s'agit d'un bouleversement de paradigme par rapport aux élections législatives de 2015 reconduisant l'ancien Premier ministre conservateur David Cameron. Ce changement est marqué par le vote des catégories les moins aisées en faveur de Boris Johnson.

Évolution du vote conservateur et travailliste entre 2015 et 2019



	Conservateurs	Travaillistes	UKIP + Parti Brexit	LibDem
2015	36,90%	30,40%	12,60%	7,9%
2019	43,60%	32,20%	2,10%	11,50%

La comparaison du vote conservateur et travailliste entre les élections législatives de 2015 et 2019 est riche d'enseignements. Si le vote en faveur des travaillistes varie peu (30,40% en 2015 et 32,20% en 2019), le vote en faveur des conservateurs évolue à la hausse (36,90% en 2015 à 43,60% en 2019). Il s'explique notamment par la capacité des conservateurs à réduire le vote UKIP à un niveau faible (13% en 2015 à 0,10% en 2019), ce qui leur permet de compenser la perte d'une partie de leur vote vers le centre. Pour résumer, une partie de l'électorat conservateur (principalement en faveur du Remain) s'est réfugiée vers les Libéraux-Démocrates, et la perte de cet électorat a été plus que comblée par le siphonage des électeurs de UKIP.

	2015 ⁷	2019 ⁸	2015 ⁹	2019 ¹⁰
Catégorie	Conservateurs		Travaillistes	
Total	38%	45%	31%	33 %
Sexe				
Hommes	37%	46%	30%	31%
Femmes	38%	44%	33%	35%
Âge				
18-24 ans	27%	19%	43%	62%
25-34 ans	33%	27%	36%	51%
35-44 ans	35%	36%	35%	39%
45-54 ans	36%	46%	33%	28%
55 - 64 ans	37%	49%	31%	27%
65 ans et plus	47%	64%	23%	17%
Classes sociales				
AB	45%	42%	26%	32%
C1	41%	43%	29%	34%
C2	32%	49%	32%	31%
DE	27%	47%	41%	34%
Revenus du ménage				
Moins de 20000£	29%	45%	36%	34%
20000-39 999 £	37%	47%	32%	31%

⁷ <https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/how-britain-voted-2015> (Pour ce qui concerne l'âge et la classe sociale)

⁸ <https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/how-britain-voted-2019-election> (Pour ce qui concerne l'âge et la classe sociale)

⁹ <https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/how-britain-voted-2015> (Pour ce qui concerne l'âge et la classe sociale)

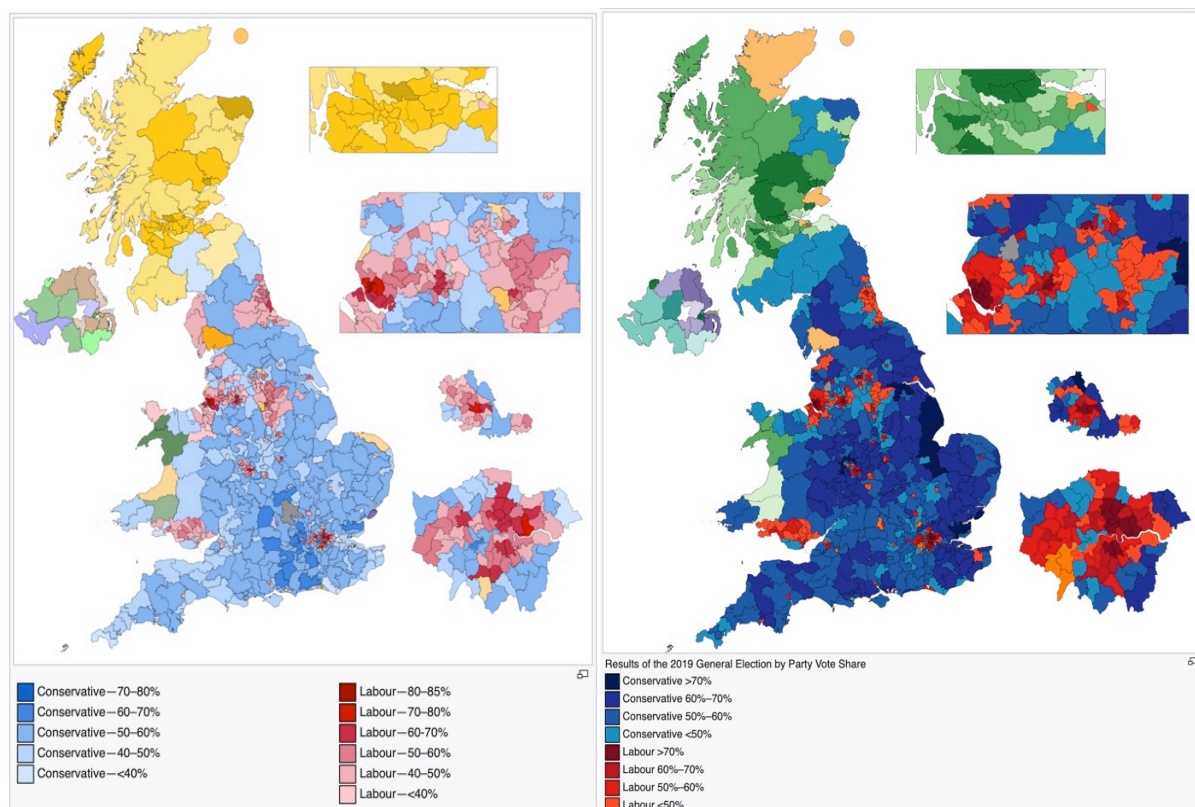
¹⁰ <https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/how-britain-voted-2019-election> (Pour ce qui concerne l'âge et la classe sociale)

40000–69 999 £	42%	43%	29%	35%
Plus de 70000 £	51%	40%	23%	31%

En détail, pour venir illustrer notre analyse, nous observons que l'âge a constitué une distinction plus importante en 2019 entre la gauche et la droite qu'en 2015. Ainsi, les écarts se sont accentués chez les 18-34 ans qui ont voté davantage à gauche (62% des 18-24 ans ont voté en faveur des travaillistes en 2019 contre 43% en 2015 et 51% des 25-34 ans contre 36% en 2015. Tandis que chez l'électorat senior a voté davantage pour les conservateurs en 2019 qu'en 2015. En effet, 46% des 45-54 ans ont voté à droite en 2019 contre 36% en 2015, de même que 49% des 55-64 ans contre 37% en 2015. Enfin, chez les 65 ans et plus, 64% ont choisi le parti de droite contre 47% en 2015.

La grande mutation entre les élections législatives de 2015 et de 2019 concerne le comportement électoral selon les classes sociales et selon les revenus du ménage. Ainsi, Boris Johnson a opéré une mue électorale de son parti, afin de pouvoir capter un électorat plus populaire venant compenser la perte d'un électorat plus aisé. Comme le montre le tableau ci-dessus, parmi les électeurs possédant un revenu du ménage supérieur à 70000 £, le parti conservateur a enregistré une baisse sensible (40% en 2019 contre 51% en 2015), tandis que les travaillistes ont enregistré une hausse. Dans le même temps, parmi les électeurs possédant un revenu du ménage inférieur à 20000£, les conservateurs enregistrent une hausse de leur vote en leur faveur (45% en 2019 contre 29% en 2015), alors que les travaillistes restent stables. On retrouve le même mouvement dans l'analyse des classes sociales.

Ainsi, s'il est vrai que les conservateurs ont enregistré un vote qui se tourne habituellement à gauche, il est plus probable qu'il s'agisse d'un double mouvement. Les électeurs travaillistes qui ont voté en faveur du Leave ont cette fois-ci voté pour Boris Johnson et des électeurs UKIP qui ont été siphonnés. Ce siphonage par Boris Johnson ressemble ainsi en partie à celui effectué par Nicolas Sarkozy sur les électeurs de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle 2007.



Carte de vote des élections de 2015¹¹
2019¹²

Carte de vote des élections de

Cette recomposition est portée par les classes populaires qui ne se définissent plus par le clivage droite-gauche, mais qui se polarisent sur un nouvel axe marqué par une insécurité, tant économique que culturelle. Les Tories ont été victorieux parce qu'ils ont su répondre à cette demande de protection de classes laborieuses essorées par des décennies de mondialisation qui aura mis leur résilience à rude épreuve. Le caractère remarquable de cette nouvelle donne britannique réside dans un tournant sur les questions économiques. Ce positionnement nouveau sur l'échiquier politique a permis au Parti conservateur de conquérir les voix d'électeurs traditionnellement travaillistes. Ce mouvement de fond a surpris jusqu'aux analystes politiques, avec des scores inattendus dans les bastions travaillistes du nord de l'Angleterre, le long du « Red Wall » qui s'étend du Pays de Galles à la côte Est de l'Angleterre. Les habitants de ces anciens bassins ouvriers, favorables au Brexit et hostiles à l'immigration, se sont massivement tournés vers les Tories. C'est particulièrement le cas dans le Nord-Est et le centre de l'Angleterre, avec des circonscriptions symboliques comme Workington ou Sedgefield, anciennes circonscriptions de Tony Blair tombées dans l'escarcelle conservatrice.

¹¹ https://en.wikipedia.org/wiki/2015_United_Kingdom_general_election

¹² https://en.wikipedia.org/wiki/2019_United_Kingdom_general_election

Sous ses aspects historiques, le succès des élections générales de 2019 est en passe de devenir le symbole d'une recomposition politique dans le monde britannique, mais sans doute également dans le monde occidental dans son ensemble. En effet, il vient entériner une vague de fond qui avait traversé l'Atlantique, ouvrant la voie quelques années plus tôt à Donald Trump, et qui avait pris la forme d'une promesse : « The new special relationship ». Le souverainisme a regagné ses lettres de noblesse, signant le retour de l'État-nation.

Cette victoire politique défie les valeurs et intérêts de la « métropole mondialisée », donnant un « coup de vieux » au désuet clivage droite-gauche. Face au déni d'une élite citadine, et à la surprise générale, un nouvel axe de polarité entre en scène. La question du maintien dans la durée des succès électoraux engrangés dans un nord de l'Angleterre ouvrier, le long du « Red Wall », reste néanmoins posée. Sous les coups de boutoir d'un progressisme lancé au grand galop, les Tories ont su répondre au besoin de protection d'une population perdue, dans un monde où les repères ne sont qu'éphémères. Stratège et ambitieux, le parti conservateur britannique regagne de son lustre d'antan et donne des idées à d'autres nations en plein marasme, à l'heure du Covid-19.

C) LA POLITIQUE DE BORIS JOHNSON

I. BILAN DE BORIS JOHNSON SUR L'IMMIGRATION

L'immigration fut l'un des thèmes privilégiés du référendum *Brexit*. Lors de la campagne qui conduisit à son élection, Boris Johnson reprit ce sujet cher aux britanniques et à l'électorat conservateur. Il affirme tour à tour que les immigrés ne doivent plus « considérer que le Royaume-Uni est à eux »¹³ et qu'il souhaite rendre la Manche « impraticable » aux migrations illégales¹⁴. Un an et demi après son élection, quel est le bilan de Boris Johnson sur la gestion de l'immigration au Royaume-Uni ? Après un rappel du contexte migratoire anglais, sera abordé le bilan du premier ministre concernant la gestion des réfugiés demandeurs d'asile et des visas de travail et d'étude.

1) Contexte migratoire anglais

Le Royaume-Uni est un point attracteur mondial de l'immigration légale et illégale. En 2018, les 66 millions de britanniques ont accueillis 625'000 immigrés légaux. Cette donnée, ainsi

¹³ <https://www.independent.co.uk/voices/boris-johnson-general-election-immigration-crisis-a9242086.html>

¹⁴ https://www.liberation.fr/planete/2020/08/12/contre-les-migrants-boris-johnson-veut-rendre-la-manche-impraticable_1796634/

que le solde net, sont en augmentation constante et significative depuis la deuxième moitié des années 1990. L'essentiel des immigrés rejoignent quelques grandes agglomérations après leur entrée sur le territoire. Ainsi, Londres est devenu l'une des villes les plus cosmopolite du monde : 37% de ses habitants sont nés à l'étranger¹⁵ et 23% ne disposent pas de la nationalité britannique. Dans des quartiers de Londres comme Newham, Westminster ou Bantam une majorité de la population n'est pas née au Royaume-Uni — respectivement 53%, 52% et 51%.

Plus précisément, les données de l'INSEE britannique (*Office for national statistics*)¹⁶ permettent d'identifier les régions du monde qui participent le plus au nouveau visage du Royaume-Uni. En 2018, 5.7 millions d'étrangers non européens résidaient au Royaume-Uni et 3.6 millions d'étrangers européens. Plus spécifiquement, 1.3 million de résidents étaient citoyens de pays d'Afrique Sub-Saharienne, 1.6 million d'Europe de l'ouest, 1.8 million d'Asie du sud et 1.8 million d'Europe de l'est. Les pays de naissance les plus représentés parmi les étrangers vivant au Royaume-Uni sont, dans cet ordre, en 2018 : la Pologne, l'Inde, le Pakistan et la Roumanie. Les expatriés français ne représentent que la quatorzième communauté extranationale qui réside sur le territoire britannique, loin derrière les nations sus-citées mais également les bangladaïsi, les nigériens ou encore les chinois. Ces données ne donnent aucune information sur le niveau de l'immigration illégale.

L'immigration a des conséquences sur l'affect politique des anglais. L'Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford (*The Migration Observatory*) affirme qu'à partir de la deuxième moitié des années 1990 le thème « immigration » est devenu saillant dans l'opinion. L'immigration est systématiquement l'un des cinq thèmes les plus cités par les britanniques comme « enjeu politique majeur » dans les sondages réalisés par Ipsos MORI depuis 1995 ; au côté du terrorisme, de la santé, du logement et de l'économie¹⁷. Il fut le thème le plus cité en 2006, 2007, 2008, 2014, 2015 et 2016 en moyenne mobile mensuelle. Ces affects politiques ont des répercussions électorales. Depuis 2010, tous les premiers ministres sont conservateurs et axent une partie de leur programme sur une réduction de l'immigration. En 2016, un référendum se prononce en faveur d'une sortie de l'Union européenne — dont l'espace Schengen est perçu comme le principal canal migratoire en direction du Royaume-Uni. Un sondage effectué par *Lord Ashcroft Polls* sur plus de 12'000 électeurs conclut que 33% de ceux qui ont voté en faveur du *Brexit* l'ont fait pour reprendre

¹⁵ <https://migrationdataportal.org/themes/urbanisation-et-migration>

¹⁶

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/datasets/populationoftheunitedkingdombycountryofbirthandnationality>

¹⁷ <https://migrationobservatory.ox.ac.uk/resources/briefings/uk-public-opinion-toward-immigration-overall-attitudes-and-level-of-concern/>

le contrôle des frontières vis-à-vis de l'immigration¹⁸. De même, une étude diligentée par *The Economist* conclut que les quartiers dont la population étrangère a fortement augmenté ont voté « *Leave* » en réaction¹⁹. Enfin, en 2019, Boris Johnson est élu sur une ligne conservatrice et populiste. Il promet de réduire l'immigration, de protéger la culture anglo-protestante et de réformer l'accès aux visas de travail et d'étude.

2) Gestion des réfugiés et demandeurs d'asile

En raison de sa langue mondiale et de son économie ouverte, la Grande-Bretagne est de longue date une terre de demande d'asile. En 2003, le premier ministre travailliste Tony Blair promettait déjà de faire diminuer de moitié les demandes d'asile après leur significative augmentation consécutive aux conflits dans le Moyen-Orient²⁰.

Bien qu'aucune décision précise n'ait encore été prise par Boris Johnson à ce sujet, il semblerait que le flux annuel des demandes d'asile acceptées soit en légère diminution. En 2019, les services de l'immigration britannique ont accordé l'asile à environ 11'000 individus²¹, contre 14'000 en 2018 et 16'000 en 2017²². Si ces chiffres paraissent toutefois relativement faibles au regard des autres formes d'immigration, ils cachent leur véritable nature : les demandes d'asile refusées ne sont pas systématiquement suivies d'une expulsion du territoire.

Ces déboutés, par exemple 30'000 individus en 2018²³, s'agglomèrent très probablement chaque année au nombre inconnu de migrants en situation illégale sur le territoire britannique. Les déclarations les plus récentes de Boris Johnson semblent avancer des propositions inédites pour répondre à cet enjeu qui préoccupe le peuple anglais.

En septembre 2020, le journal *The Guardian* révèle que Boris Johnson manifeste l'intention de créer des centres de rétention administrative des demandeurs d'asile en dehors du territoire métropolitain de Grande-Bretagne²⁴. Ce système, déjà largement employé par

¹⁸ <http://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>

¹⁹ <https://www.economist.com/britain/2016/07/14/explaining-the-brexit-vote>

²⁰ http://newswww.bbc.net.uk/2/hi/uk_news/politics/2738065.stm

²¹

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/migrationstatisticsquarterlyreport/may2020#asylum-alternative-forms-of-leave-or-resettlement>

²²

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/migrationstatisticsquarterlyreport/august2018#how-many-people-are-granted-asylum-or-protection-in-the-uk>

²³ <https://migrationobservatory.ox.ac.uk/resources/briefings/migration-to-the-uk-asylum/>

²⁴ <https://www.theguardian.com/uk-news/2020/sep/30/revealed-no-10-explores-sending-asylum-seekers-to-moldova-morocco-and-papua-new-guinea>

l'Australie, permet de rassembler les réfugiés illégaux avant qu'ils ne soient reçus sur le territoire national en cas de réponse favorable à leur demande d'asile. En cas de déboulement, ce système permet aux services de l'immigration d'appliquer le droit en renvoyant les immigrés n'ayant pas de raison de demander l'asile — afin qu'ils n'occupent pas illégalement le territoire britannique. Le ministre de l'intérieur Priti Patel a par ailleurs indiqué les localisations envisagées pour ces centres administratifs : la Moldavie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Maroc et l'île britannique de Sainte-Hélène.

La suite du mandat de Boris Johnson indiquera si cette décision sera finalement adoptée — contre l'avis déjà annoncé de certains hauts fonctionnaires²⁵. On peut toutefois noter qu'elle s'inspire d'une méthode utilisée par un pays membre du *Commonwealth* : l'Australie. De plus, au regard des chiffres exposés dans les paragraphes précédents, il semblerait que les suggestions géographiques sont pertinentes. Elles coïncident avec les épicentres migratoires du Royaume-Uni : l'Europe de l'est, l'Asie du sud, l'Afrique et les transits *via* l'espace Schengen en Europe de l'ouest.

3) Réforme du visa de travail

La réforme concernant l'accès au visa de travail britannique fut une ligne directrice du programme de campagne de Boris Johnson. En janvier 2021, cette réforme est officiellement entrée en vigueur. Elle modifie fondamentalement les règles d'attribution d'un visa de travail au Royaume-Uni en y adossant un système à points pour sélectionner les immigrés dont le pays a besoin. « Nous répondons aux priorités des citoyens en introduisant un nouveau système à points qui fera baisser le nombre d'immigrés [...] moment historique [qui] met fin à la libre circulation. » a déclaré le ministre de l'intérieur Priti Patel²⁶.

Dorénavant, les visas de travail et d'étude seront attribués à condition de remplir suffisamment de critères pour obtenir soixante-dix points. Vingt points sont attribués à une demande de visa effectuée pour un emploi rémunéré au-delà du salaire minimum (25 600 £). Aucun point n'est attribué en-deçà. La maîtrise rigoureuse de la langue anglaise est récompensée de vingt points. Des diplômes universitaires dans certaines disciplines phares, dont le Royaume-Uni estime avoir besoin (sciences fondamentales, sciences de l'ingénieur, médecine, etc.), seront récompensés de vingt points supplémentaires.

Ces nouvelles règles d'attribution du visa de travail pourraient juguler, dans l'avenir, l'importante immigration de travail et d'étude qui touche le Royaume-Uni. D'une part, ces règles pourraient éviter en amont à des immigrés le drame d'arriver en Grande-Bretagne

²⁵ <https://www.franceculture.fr/emissions/revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-jeudi-01-octobre-2020>

²⁶ https://www.lepoint.fr/monde/royaume-uni-le-nouveau-systeme-d-immigration-a-points-devoile-mercredi-19-02-2020-2363327_24.php

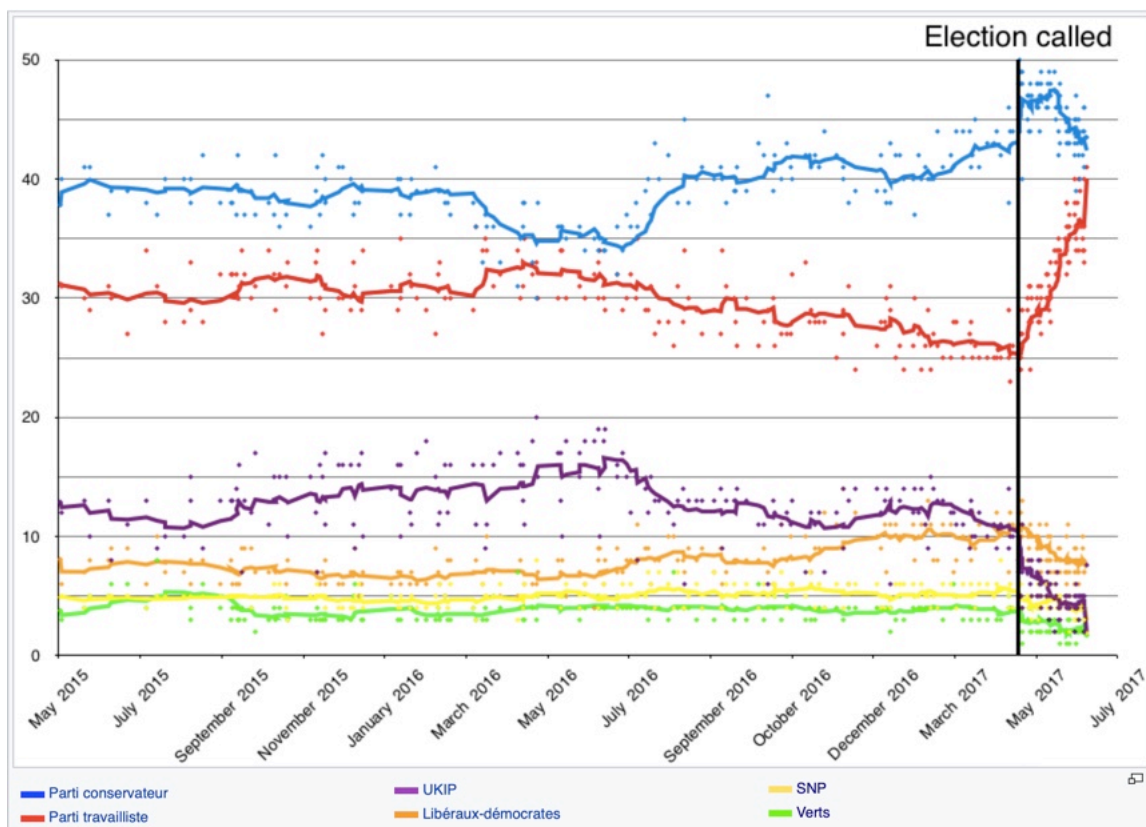
pour n’y trouver ni emploi ni moyen de subsistance. D’autre part, ces règles pourraient permettre compléter de façon stratégique la main d’oeuvre et les étudiants — par domaine et par degré de qualification. La pondération des critères pourrait être modifiée à long terme pour épouser les besoins à venir du pays.

II. GET BREXIT DONE

1) Situation politique difficile héritée des élections générales de 2017

En mars 2016, Boris Johnson décide de rejoindre le camp du Brexit, présumé perdant. En effet, les différents sondages sont plutôt serrés mais indiquent plutôt une victoire du Remain tandis que l’ensemble de l’establishment est contre une sortie de l’UE aussi bien politique (direction des partis Conservateur, Travailliste, libéraux démocrates) qu’économique (patronat et syndicat). Trois ans plus tard, en juillet 2019, Boris Johnson se retrouve dans un scénario similaire où sa capacité à réussir est faible. En effet, lorsqu’il devient Premier ministre, il hérite d’un pays divisé, il n’a pas de majorité au Parlement et l’Union européenne fait bloc pour refuser de renégocier un accord déjà passé avec Theresa May.

Lorsqu’il arrive au 10th Downing Street, Boris Johnson hérite d’une majorité parlementaire restreinte. En effet, lors des élections générales de 2017, Theresa May perd 13 sièges donc la majorité absolue, et doit négocier avec le Parti unioniste démocrate pour se maintenir au pouvoir. L’ancienne Première ministre enchaîne les maladroites et perd progressivement son avance comme le montre l’évolution des intentions de vote ci-dessous.



Source²⁷

Theresa May parvient à négocier un projet d'accord pour organiser la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne mais il comporte de nombreux points problématiques soulevés par les partisans d'un Brexit dur. Ce projet prévoit une période de transition et le maintien d'une union douanière qui doit conduire les britanniques à appliquer les décisions de l'UE (comme celles de la Cour de Justice de l'Union européenne) sans toutefois pouvoir y participer. Cette solution fut notamment critiquée par l'un des principaux chefs de file du Brexit dur, Jacob Rees-Mog qui indique que « cet accord (...) nous empêchera de poursuivre une politique commerciale fondée sur nos priorités. Sans la capacité de réguler notre propre économie et de conclure nos propres accords commerciaux, nous perdrons les opportunités offertes par le Brexit ». L'accord prévoit également un « backstop » pour éviter le rétablissement d'une frontière physique entre les deux Irlande. Pour Boris Johnson, le « backstop » est une atteinte à la souveraineté du Royaume-Uni, puisqu'il s'agit de continuer à assujettir les britanniques aux règles douanières de l'UE. Dans ce cas, le Royaume-Uni ne retrouverait pas le contrôle de sa politique commerciale, et n'aurait pas la possibilité de signer des accords commerciaux.

Cette situation politique compliquée a conduit à l'annonce de démission de Theresa May le 24 mai 2019. Cette dernière était à la fois prisonnière de son absence de grande majorité au Parlement mais également de son manque de maîtrise sur le parti. Sur le premier point, toutes ses tentatives d'accord devaient correspondre aux unionistes irlandais qui détenaient la clé de sa majorité au Parlement. Sur le second point, Theresa May devait à la fois contenter les partisans d'un Brexit d'ur mené par Boris Johnson, mais également les partisans d'un Remain ou à minima d'un Brexit soft.

Lorsqu'il prend la succession de Theresa May, Boris Johnson hérite de la même situation politique. Il doit convaincre les parlementaires à adopter un projet d'accord sur le Brexit alors qu'il ne dispose que d'une majorité étroite. De plus, il doit également convaincre l'UE de renégocier l'accord afin qu'il corresponde davantage à son souhait de « reprendre le contrôle » pour permettre son grand projet « Global Britain ». D'un côté, ses tentatives de faire adopter un accord sont, comme Theresa May, repoussés par la Chambre des communes. De l'autre côté, les États membres de l'Union européenne restent unis pour conserver l'accord passé avec Theresa May.

²⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Élections_générales_britanniques_de_2017

2) Volontarisme politique pour sortir d'une situation difficile

Son volontarisme politique et son audace vont permettre à Boris Johnson de sortir de cette situation difficile. Il mène ainsi un double combat à la fois contre l'Union européenne pour renégocier l'accord, et contre le Parlement pour contourner le blocage.

Sur les négociations européennes, il se montre partisan d'un Brexit dur en se montrant prêt à ne pas régler la facture (entre 40 et 45 milliards d'euros) si l'UE n'accordait pas de meilleures conditions au Royaume-Uni. Le Premier ministre britannique arrive ainsi à renégocier l'accord avec l'UE, le 17 octobre 2019 qui porte sur deux modifications : le statut spécifique de l'Irlande du Nord et des arrangements douaniers spécifiques.

Dans le même temps, il tente de contourner le Parlement, en obtenant le 28 août 2019, de la reine Elizabeth II, une suspension du Parlement jusqu'au 14 octobre suivant. Cette tentative ne fonctionne pas, puisque le 3 septembre 2019, il perd sa majorité absolue à la Chambre avec la défection d'un député, tandis que le 24 septembre, la Cour suprême du Royaume-Uni décide que la suspension du Parlement était « illégale, nulle et sans effet ». Malgré un nouvel accord avec l'UE, Boris Johnson n'arrive pas à le faire adopter par le Parlement, ce qui le conduit habilement à convoquer des élections générales anticipées pour essayer de former une majorité plus large au Parlement.

En faisant une campagne électorale claire sur sa volonté de réaliser le Brexit « Get Brexit done », Boris Johnson arrive à remporter le scrutin avec la plus grande majorité depuis Margareth Thatcher en 1987, tout en renforçant son contrôle sur le parti. En effet, il a profité de cette période pour exclure les députés conservateurs qui s'opposaient à sa politique. Avec sa majorité parlementaire plus large, il réussit ainsi un coup de force politique pour enfin faire adopter l'accord de retrait conclu avec l'Union européenne le 9 janvier 2020, pour une sortie effective le 1er février 2020.

Pour les négociations relatives à la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, Boris Johnson a su utiliser l'arme du « no Deal » pour parvenir à de meilleurs résultats. En effet, à plusieurs reprises, il a menacé d'utiliser cette arme notamment jusqu'à la fin de la période de transition pour conduire les dirigeants européens à assouplir leur position. Il a ainsi pratiqué un style similaire à celui de Donald Trump, sur ce cas d'espèce, afin de profiter de la peur et de l'incertitude pour parvenir à ses fins. Un accord définitif est trouvé le 24 décembre 2020 pour une sortie effective du Royaume-Uni le 1er janvier 2021 du marché unique et de l'union douanière.

3) Contenu de l'accord

Signé le 24 décembre 2020 entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, le nouvel accord de "commerce et de coopération" entre les deux parties est entré en vigueur le 1er janvier 2021. Il s'agit d'un accord commercial qui couvre les échanges de biens et de services, mais aussi d'autres domaines (investissement, concurrence, aides d'État, fiscalité, transport, énergie, environnement, pêche, protection des données...). Il établit également un nouveau cadre de coopération policière et judiciaire. Ce document vient compléter l'accord de retrait, signé en octobre 2019.

Sur le plan de la concurrence, l'Union européenne et le Royaume-Uni se sont accordés sur l'alignement sur les règles européennes en matière d'environnement, de droits sociaux, de fiscalité, de sécurité alimentaire ou encore d'aides d'État. Avec cet accord, en contrepartie de l'accès au marché unique, le Royaume-Uni doit rester aligné sur les règles européennes, ce qui évite théoriquement toute possibilité de dumping. Il s'agit pour l'Union européenne d'éviter de voir le projet de « Singapour sur la Tamise » se mettre en place aux frontières européennes, ce qui aurait créé une concurrence déloyale. En cas d'écart trop important sur un critère, chaque partie se réserve le droit de pouvoir réinstaurer des droits de douane pour répondre à un manquement.

Sur le plan du commerce, l'accord ne contient pas de droits de douane ni de quotas dans les échanges de marchandises afin de faciliter les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (700 milliards d'euros). Ainsi, le marché européen de 450 millions de consommateurs reste ouvert pour les britanniques tout comme le marché de 66 millions de consommateurs britanniques pour les européens. Toutefois, les contrôles aux frontières sont réinstaurés. Sur le cas de la pêche, Boris Johnson a obtenu une victoire politique puisque les pêcheurs européens doivent renoncer à 25% de la valeur de leurs prises dans les eaux britanniques.

Enfin, en cas de litige sur l'application de l'accord, un Conseil de partenariat supervisera la mise en œuvre de l'accord. Composé de représentants de l'UE et du Royaume-Uni, cet organe se prononce sur les litiges. En outre, chaque point peut faire l'objet d'une demande de renégociation par l'une des parties selon des dispositions préétablies.

Grâce à une certaine habileté politique, Boris Johnson est parvenu à organiser la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il a ainsi adopté un style très gaullien que ce soit dans son appel au peuple pour contourner un blocage au Parlement ou alors dans ses négociations avec l'UE sur le contenu de l'accord. Si sa victoire politique est certaine, les modalités de l'accord le sont moins puisqu'elles organisent un lien entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Ce dernier a retrouvé sa liberté, mais pour maintenir une relation

commerciale avec l'UE, il doit conserver un alignement sur les réglementations européennes en matière d'environnement, de droits sociaux, de fiscalité. Cela limite ainsi de fait la souveraineté du Royaume-Uni par rapport à sa relation avec l'Union européenne. Par contre, le Royaume-Uni retrouve des pans entiers de souveraineté, accomplissant ainsi la philosophie « Take Back Control » que ce soit sur les lois, la maîtrise des frontières ou encore la maîtrise pleine et entière de la politique commerciale.

III. BILAN DE BORIS JOHNSON SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Depuis plusieurs siècles, les nations qui forment aujourd'hui le Royaume-Uni de Grande-Bretagne ont une influence considérable — scientifique, culturelle et linguistique — sur les autres régions du monde. Depuis 2016, année du vote des anglais en faveur d'une sortie de l'Union européenne, beaucoup d'intellectuels et de commentateurs ont conjecturé le dépérissement géopolitique du Royaume-Uni. Le *Brexit* serait une « déroute »²⁸ ayant notoirement pour conséquence d'affaiblir les relations internationales du Royaume-Uni. En consommant le divorce avec l'Union européenne, Boris Johnson s'est-il vraiment fait fossoyeur de la puissance géopolitique anglaise ou bien fait-il renaître le *Global Britain* ?

1) France

« Les anglais et les français sont si bons ennemis qu'ils ne peuvent s'empêcher d'être des amis » écrivit Peter Ustinov. Dans le conflit ou la concorde, la France et le Royaume-Uni entretiennent d'étroites relations multiséculaires. Où en sont les relations franco-britanniques depuis l'élection de juillet 2019 ?

Premièrement, les grandes collaborations militaires entre la France et le Royaume-Uni ont été préservées par le Premier ministre Boris Johnson et le Président Emmanuel Macron ; des recherches scientifiques sur l'arme nucléaire aux entraînements pour les conflits de haute intensité, des automobiles de combat à la médecine et pharmacie de guerre, des aéronefs aux technologies de télécommunication²⁹. Le 2 novembre 2020, les ministres des armées français et anglais, Florence Parly et Ben Wallace, fêtaient même le dixième anniversaire du

²⁸ <https://www.valeursactuelles.com/politique/ces-prophetes-de-malheur-qui-predisaient-le-pire-pour-le-brexit-113987>

²⁹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/royaume-uni/relations-bilaterales/>

traité *Lancaster House* qui structure depuis 2010 un partenariat « puissant et profond »³⁰ entre les deux nations.

Deuxièmement, l'essentiel des grandes collaborations industrielles et des investissements économiques majeurs ont été gardés intacts par Boris Johnson. Électricité de France (EDF) conserve la maîtrise d'œuvre du contrat à dix-huit milliards de livres pour la construction de deux réacteurs nucléaires de génération III (EPR) à Hinkley Point. Véolia préserve sa victoire sur l'appel d'offre qui lui confiait la construction et le fonctionnement d'un centre d'incinération pour un milliard de livres. Véolia sauvegarde également sa victoire sur l'appel d'offre qui lui donnait la gestion des déchets du sud de Londres. Le *consortium* des trois géants français de la construction (Bouygues, Eiffage et Vinci) se verra toujours chargé d'honorer quatre contrats émis pour la construction de la seconde ligne à grande vitesse de Grande-Bretagne. Keolis, quant à lui, entretiendra malgré tout les lignes ferroviaires du Pays de Galle pour un milliard de livres par an³¹.

Troisièmement, Boris Johnson entretient précautionneusement l'étroite coopération culturelle, éducative et scientifique entre le Royaume-Uni et la France. Belgique et Suisse mises à part, la Grande-Bretagne reste le pays du continent européen dont les lycéens et les étudiants étudient le plus la langue française. En matière d'échange universitaire et de recherche académique bilatérale, les gouvernements anglais et français ont annoncé renforcer les partenariats Hubert Curien (PHC) pour maintenir le lien entre les deux nations malgré la fin du programme *Erasmus*. De même, un programme *Young Leaders* franco-britannique est en cours de développement. Enfin, dix villes françaises et anglaises seront jumelées chaque année jusqu'en 2022.

Loin d'avoir séparés les deux pays, le *Brexit* et l'élection de Boris Johnson sembleraient même avoir catalysé la reconstruction d'un lien bilatéral intense entre la France et le Royaume-Uni — lien qui s'était estompé dans l'Union européenne.

2) États-Unis

S'il est une nation avec laquelle le Royaume-Uni partage « quelque chose », comme l'écrivait pudiquement l'historien américain Samuel Huntington, ce sont les États-Unis d'Amérique. Depuis la décolonisation, la fille a dépassé la mère mais elle a ses gènes : la langue anglaise, la culture anglo-protestante et la philosophie libérale. Depuis juillet 2019, les deux pays semblaient également partager un choix politique commun : le populisme conservateur.

³⁰ https://www.defense.gouv.fr/salle-de-presse/communiqués/communiqué_declaration-conjointe-de-la-ministre-des-armées-et-du-secretaire-d-etat-a-la-defense-britannique-pour-le-dixieme-anniversaire-des-traites-de-lancaster-house

³¹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/royaume-uni/relations-bilaterales/>

Jusqu'en décembre 2020, Donald Trump promettait à Boris Johnson un accord commercial « plus grand et plus lucratif que celui qui pourrait être signé avec l'Union européenne »³². La victoire de Joseph Biden, qui ne partage pas les convictions politiques de Boris Johnson, suffirait-elle pour autant à étioier les relations anglo-américaines ?

Durant la première partie de son mandat, Boris Johnson fut un interlocuteur privilégié pour Donald Trump. Les deux hommes furent même les piliers d'une « internationale » conservatrice populiste, également portée par Jair Bolsonaro au Brésil, Viktor Orban en Hongrie, Andrzej Duda en Pologne ou encore Matteo Salvini en Italie. Loin d'être une source d'ostracisme pour son pays, la figure de Boris Johnson s'est paradoxalement révélé être un avantage diplomatique dans certaines relations internationales du Royaume-Uni. Cela est une nouvelle donnée, relativement importante, du monde contemporain.

Joseph Biden sera l'interlocuteur privilégié de Boris Johnson au cours de la seconde partie de son mandat. Bien que les deux hommes ne partagent pas les mêmes convictions politiques, et que Joe Biden soit même un adversaire du courant conservateur-populiste qui traverse une partie de l'Occident contemporain, il y a fort à parier que les relations anglo-américaines restent au beau fixe. D'abord, le solide lien culturel qui unit les deux pays ne saurait être détruit par les aléas de la politique intérieure. Plus insidieusement, il n'est pas improbable que l'administration Biden soutienne coûte-que-coute son éternel allié britannique pour affaiblir stratégiquement l'Union européenne. Un Royaume-Uni qui sort par le haut de son divorce, c'est une Union européenne diminuée du pouvoir dissuasif de la quitter. En d'autres termes, les États-Unis pourraient avoir intérêt à soutenir le Royaume-Uni *post-Brexit* pour faire baisser le degré d'intégration de l'Union — de façon à ce qu'elle ne devienne pas un concurrent économique sérieux.

Par ses options idéologiques, Boris Johnson a porté au plus haut la proximité de son pays avec l'Amérique de Donald Trump. Par son changement de stratégie vis-à-vis du *Brexit*, pour obtenir un accord avec les européens, Boris Johnson pourrait réussir le tour de force d'être également un allié de circonstance pour l'Amérique de Joseph Biden.

3) Commonwealth

La sortie de l'Union européenne a rappelé au Royaume-Uni ses « vieux amis ». Parmi eux, les canadiens, les australiens, les indiens, les néo-zélandais et les plus de deux milliards et demi d'habitants des cinquante-quatre pays du Commonwealth — dont la reine Élisabeth II est le chef. Histoire, langue, traditions et même compétitions sportives unissent ces nations

³² https://www.liberation.fr/planete/2019/12/14/trump-se-frotte-les-mains-avec-la-victoire-de-johnson_1769131/

dans un pacte qui paraît beaucoup plus enracinés que les traités maastrichtiens. Boris Johnson est-il en train de refonder le « *Global Britain* » ?

Pour de nombreux intellectuels outre-Manche, le Royaume-Uni post-Brexit pourrait être pareil à ... la France de 1945. Pas d'ennemis, que des intérêts — c'est en substance ce que théorise Robert Tombs, professeur d'histoire à l'Université de Cambridge³³. Sur le modèle assumé de la France du Général de Gaulle, Boris Johnson diffuse l'espoir d'un Royaume-Uni qui pourrait renaître de ses cendres, après « l'ère du repli »³⁴, en s'appuyant sur ce qui fait sa force : le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, l'éclat de la recherche scientifique et la bombe atomique. Ces spécificités font du Royaume-Uni le meneur des nations du Commonwealth.

Au-delà des pays occidentaux, comme le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, le Commonwealth est également l'occasion pour le Royaume-Uni de disposer d'alliances puissantes en Afrique et dans le sud de l'Asie. Un rapport récent du groupe de réflexion *Policy Exchange*³⁵ recommandait d'ailleurs dans ce cadre un large rapprochement Indo-pacifique — le vitalisme commercial de cette région du monde pourrait favoriser la réindustrialisation du Royaume-Uni bien plus que ses partenaires européens. L'essai est transformé : l'Inde est la première visite officielle du premier ministre Boris Johnson après la sortie de l'Union européenne en janvier 2021. Les circonstances concrétisent une première collaboration à haute valeur ajoutée : un milliard de doses du vaccin AZD1222 anti-covid conjointement développé par les laboratoires de l'entreprise britannique AstraZeneca et l'Université d'Oxford seront synthétisés par le *Serum Institute of India* au Maharashtra.

IV. BILAN ECONOMIQUE

S'il est encore trop tôt pour dresser un bilan économique complet du mandat de Boris Johnson, élu en juillet 2019, il est néanmoins possible de constater la solidité et les progrès de secteurs économiques parmi les plus stratégiques au Royaume-Uni. Loin d'avoir réalisé la prophétie d'un *Brexit* catastrophique pour l'économie, le pays se montre particulièrement puissant dans l'industrie de la santé ainsi que dans le projet d'une économie « verte » — réactivant l'idée d'une déclinaison conservatrice de l'écologie.

³³ https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/22/global-britain-le-reve-gaullien-des-brexiters_6026764_3232.html

³⁴ <https://www.la-croix.com/Monde/Brexit-conservateurs-britanniques-sacrochent-reve-Global-Britain-2020-12-17-1201130747>

³⁵ <https://www.la-croix.com/Monde/Brexit-conservateurs-britanniques-sacrochent-reve-Global-Britain-2020-12-17-1201130747>

1) Industrie de la santé

« L'industrie pharmaceutique britannique malade du Brexit » titrait en grosses lettres le quotidien *Les Echos*, le 3 septembre 2018³⁶. La pandémie du coronavirus SARS-CoV-2 aura tiré le vrai du faux : la collaboration performante de l'industriel *AstraZeneca* et des laboratoires académiques de l'Université d'Oxford ont donné au Royaume-Uni son vaccin ; ce qu'aucun des pays de l'Union européenne n'est parvenu à faire. Pire, le gouvernement Johnson a activement financé le développement d'un second vaccin anti-Covid par l'entreprise française *Valneva*, dont le siège situé à Saint-Herblain n'avait reçu aucune réponse positive des autorités nationales et européennes³⁷. Ainsi, le Royaume-Uni a gagné la priorité sur la France et l'Union pour quarante millions de doses supplémentaires.

Au-delà de la souveraineté sur la santé ou du prestige qu'il confère, le vaccin national donne au Royaume-Uni les clefs d'une industrie de la santé pour le XXI^{ème} siècle ; qui fera probablement face à d'autres pandémies virales. D'une part, le vaccin anti-Covid britannique devrait rapporter à *AstraZeneca* dix milliards de dollars par an. D'autre part, le marché mondial des vaccins relativise le départ de l'Union européenne. D'ailleurs, le PDG d'*AstraZeneca* Pascal Soriot a pointé la faible productivité des sites industriels européens par rapport aux autres sous-traitants de son entreprise, le Royaume-Uni et l'Inde notamment. Son constat est sans appel dans le journal *La Repubblica* : « Le contrat britannique a été signé trois mois avant l'accord européen sur les vaccins. Donc, avec le Royaume-Uni, nous avons eu trois mois supplémentaires pour résoudre tous les problèmes que nous avons rencontrés. Lorsque nous avons conclu l'accord avec Oxford, ils avaient déjà travaillé avec le gouvernement britannique à ce sujet. Ils avaient donc une longueur d'avance. Nous avons pu prendre assez rapidement la chaîne d'approvisionnement britannique et l'améliorer. Les sites qui ont la productivité la plus faible du réseau sont les sites qui approvisionnent l'Europe. Nous avons une productivité qui passe de un à trois. [...] Ils ne savent pas comment fabriquer le vaccin et ils ne sont pas aussi efficaces que les autres. »

2) Économie verte

En novembre 2018, le premier ministre Boris Johnson a détaillé son plan pour une « révolution verte » capable de faire de son pays un meneur mondial de la lutte contre le dérèglement climatique tout en revigorant son économie et son industrie. Même *Greenpeace*, qui n'est pas spécialement un soutien du premier ministre conservateur, a qualifié son plan de « tournant historique dans l'action pour le climat ».

³⁶ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/lindustrie-pharmaceutique-britannique-malade-du-brexit-137877>

³⁷ https://www.bfmtv.com/economie/vaccin-pour-le-patron-de-valneva-l-europe-a-trop-tarde-a-passer-ses-commandes_AV-202101290063.html

La stratégie de Boris Johnson se démarque par un échéancier particulièrement court : l'interdiction de la vente de véhicules neufs à essence ou diesel serait effective dès 2030. Seule la Norvège prévoit un délai plus court (2025) ; la France et l'Espagne ayant fixées cette transition à 2040. Ce changement majeur dans la technologie de mobilité implique également une forte relance économique, créant 250 000 emplois hautement qualifiés³⁸, un tissu de bornes de recharges et d'entretien ainsi qu'une industrie nationale de la batterie électrique. Aidés par le gouvernement britannique à hauteur de 12 milliards de livres, les industriels de l'automobile britannique ont été consultés pour la décision. Consécutivement aux annonces de Boris Johnson, Jaguar a ainsi annoncé³⁹ que sa gamme serait exclusivement électrique à l'aurore 2025 et ses véhicules seront produits localement, à Solihull au Royaume-Uni. De même, Land Rover a assuré que sa gamme serait majoritairement électrique en 2025 et exclusivement électrique d'ici 2036. Même les marques confidentielles, Bentley et Rolls-Royce, ont annoncé que des modèles totalement électriques étaient en cours de développement pour supplanter leur gamme thermique. Si le Royaume-Uni parvient à réaliser le plan de Boris Johnson, il serait le premier pays du G7 à décarboner intégralement son transport routier.

Concernant la production d'énergie, Boris Johnson entend conserver la capacité de production nucléaire historique — avec la livraison des réacteurs EPR à Hinkley Point en 2026 — et développer une ligne de mini-réacteurs nucléaires modulaires, seize au total, capables d'alimenter chacun une agglomération de 450 000 habitants. Critiquée par une partie de l'écologie politique, cette mesure s'accorde pourtant avec les planifications suggérées par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). En complément, profitant de la spécificité géographique du Royaume-Uni, le plan Johnson prévoit de multiplier par quatre la production électrique par éoliennes *offshore* en 2030. Enfin, il fixe un objectif de cinq gigawatts de production électrique par hydrogène pour la même date — afin d'assurer les capacités du Royaume-Uni dans la totalité des énergies peu émettrices de gaz à effet de serre pour le XXI^e siècle.

V. BORIS JOHNSON ET LA CRISE DU COVID-19

Comme l'ensemble des dirigeants de cette période, le bilan de Boris Johnson sera aussi déterminé par son action durant la crise. Les questions seront de savoir s'il a mieux préparé son pays à la crise sanitaire que les autres dirigeants, comment il a géré la crise et si dans l'après-crise le Royaume-Uni est capable d'avoir un rebond important. C'est en particulier cette dernière question qui aura le plus d'importance et qui déterminera la place de chacun

³⁸ <https://www.la-croix.com/Economie/Au-Royaume-Uni-Boris-Johnson-presente-revolution-verte-2020-11-18-1201125311>

³⁹ <https://www.automobile-propre.com/breves/jaguar-deviendra-100-electrique-des-2025/>

dans le concert des nations, alors que la crise sanitaire semble avoir marqué le déclassement de l'Europe.

1) Face au virus : une stratégie en évolution

D'abord vivement critiqué pour ne pas prendre suffisamment au sérieux l'apparition du virus, Boris Johnson a su faire évoluer sa gestion de l'épidémie pour finalement être pris en exemple ces derniers mois.

Le début de l'épidémie débute au Royaume-Uni le 31 Janvier 2020 avec la détection du premier cas confirmé de Covid-19. Dès le début du mois de Février les Britanniques misent sur la science pour vaincre le virus et déploient 20M£ à la recherche scientifique sur le covid-19 et la recherche d'un vaccin. Durant ce mois, de Février l'évaluation d'un risque d'épidémie global évolue de très faible à très élevé et la première stratégie de réponse au covid-19 est formulée. Cette stratégie repose sur 4 plans : contenir, retarder, rechercher, atténuer⁴⁰. Dans le même temps, une surveillance plus importante des vols en provenance de zones à risque est mise en place, avec notamment la réalisation de tests de dépistage. C'est aussi à cette période qu'un véritable politique de sensibilisation et de communication grand public est lancée.

Le 11 Mars marque une évolution dans la perception de l'épidémie et une évolution de la stratégie. Désormais le but du gouvernement n'est plus de contenir l'épidémie mais de la retarder, 5Md£ sont alloués au NHS pour faire face à la crise qui s'annonce et les premières mesures d'auto-isollement sont mises en place pour les personnes présentant des symptômes. A cette période Boris Johnson déclare que « beaucoup d'autres familles vont perdre des êtres chers avant leur heure » et qu'il « est impossible d'échapper à la réalité : ces mesures entraîneront de graves perturbations dans notre pays pendant de nombreux mois ». Ces annonces reflètent la première intuition de Boris Johnson de rechercher l'immunité collective pour sortir au plus tôt de la crise.

Très critiqué pour avoir fait ce choix de l'immunité collective, cette stratégie sera finalement balayée par l'augmentation très importante du nombre de cas et une étude de l'Imperial College modélisant environ à 250 000 les décès potentiels de l'épidémie⁴¹. Ainsi, dès le 16 Mars l'objectif devient de retarder et d'atténuer le pic de l'épidémie, les mesures de distanciation sociale sont généralisées. Le Premier Ministre annonce que des mesures de

⁴⁰ https://www.health.org.uk/news-and-comment/charts-and-infographics/covid-19-policy-tracker?gclid=Cj0KCQjwyZmEBhCpARIsALizmnILypxQDYKev4nE8iKlr12TTZwZniZrqUDC9kFgc3DRoPma0MpalAaAjF1EALw_wcB

⁴¹ <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gida-fellowships/Imperial-College-COVID19-NPI-modelling-16-03-2020.pdf>

restriction plus importantes seront nécessaire pour ne pas que le NHS soit submergé : « Il s'agit d'une maladie si dangereuse et si infectieuse que, sans mesures drastiques pour enrayer sa progression, elle submergerait tous les systèmes de santé du monde. ». Dans le même temps, le Chancelier de l'Échiquier et Second lord du Trésor déclare que l'économie du Royaume-Uni sera sauvé quoiqu'il en coûte (« We have never faced an economic fight like this one. But we are well prepared. We will get through this. And we will do whatever it takes ») 330Md£ sont d'ores et déjà alloués au soutien des entreprises et des particuliers. Par ailleurs, un système de Prêt Garanti par l'État à hauteur de 80% pour les entreprises (pour les prêts d'un montant n'excédant pas 1,2Md£) est déjà en action.

Mais la situation continue de se dégrader et Boris Johnson annonce le 20 Mars de nouvelles mesures restrictives avec la fermeture des bars, cafés, restaurants, salles de sport, musées, cinémas, boîtes de nuit, etc... c'est aussi ce jour-ci que les écoles sont fermées. La fermeture forcée de ces lieux d'activités est suivie la mise en place de mesures de soutien à l'économie et une intensification de la stratégie des tests (objectif de passer de progressivement de 5000 tests par jour à un objectif de 250 000). La première mesure de soutien est celle du chômage partiel. L'État s'engage à payer jusqu'à 80% du salaire d'un salarié qui ne peut pas travailler à cause de la pandémie (dans la limite de 2500£ par salarié et par mois). Le paiement de la TVA pour les entreprises est également différé à la fin de l'année fiscale. Le 23 Mars Boris Johnson s'adresse à la nation, il annonce la mise en place d'un confinement et martèle un message clair : « Stay at home ». Les commerces non-essentiels sont alors conduit eux aussi à la fermeture. Un montant de 330Md£ est mobiliser pour venir en aide aux entreprises, via le système de prêt pour les interruptions d'activité dues au Covid (CBILS) et le mécanisme de financement des entreprises (CFF).

Dès l'annonce du premier confinement, la société Britannique s'organise et se mobilise pour contribuer à l'effort national. Le gouvernement et le NHS appellent aux volontaires pour soutenir le système de santé dans des tâches non médicales. Alors que le NHS attendait 250 000 volontaires, c'est finalement environ 750 000 personnes qui répondent à l'appel. Par ailleurs, NHS, État, Universités, industries se coordonnent pour augmenter les capacités de test du NHS en première ligne et Boris Johnson demande aux entreprises d'augmenter leurs capacités de production de respirateurs⁴². C'est également durant cette période que le Premier Ministre Britannique contractera lui-même le coronavirus. Testé positif au covid-19 le 27 Mars, Boris Johnson est hospitalisé du 5 au 17 Avril pour ensuite reprendre ses fonctions une fois sa convalescence terminée. Au cours de cette première phase de gestion

⁴² <https://www.gov.uk/government/news/pm-call-with-ventilator-manufacturers-and-suppliers-26-march-2020>

de la crise, les Britanniques ont approuvé la méthode Boris Johnson, ce dernier gagnant 20 points d'opinion favorable entre le 16 Mars et le 13 Avril⁴³.

Alors que le confinement se poursuit, les efforts se concentrent également sur la recherche d'un vaccin. Le 17 Avril, une Taskforce vaccin⁴⁴ est lancée pour coordonner et encourager les différents efforts à travers le Royaume-Uni sur la recherche d'un vaccin contre le covid-19. Sorti de sa convalescence, Boris Johnson revient aux affaires le 27 Avril et déclare que le Royaume-Uni est en train de traverser le pic de l'épidémie. Ainsi, du 13 Mai au 4 Juillet les mesures de confinement seront relâchées en 4 étapes. La mise en place de protocoles sanitaires permet de faire reprendre le travail qui ne peut pas être télétravaillé et les Britanniques peuvent de nouveau passer du temps en extérieur. Le 27 Mai le gouvernement lance la stratégie du Tester-Tracer-Isoler⁴⁵ avant de mettre en place un second allègement du confinement avec la réouverture des écoles et des marchés en plein air. Le début du mois de Juin marque le début des stratégies de port de masque obligatoire dans les transports en commun et certains lieux clos. Ceci afin de préparer la troisième étape d'allègement des mesures le 15 Juin et la réouverture des commerces non-essentiels.

Le 29 Juin, la reprise de l'épidémie à Leicester fait prendre au gouvernement les premières mesures territorialisées : c'est le premier confinement local. Dans le même temps, le retour à la normale se poursuit dans le reste du pays et le 4 Juillet les bars et restaurants sont autorisés à reprendre leurs activités. Préparer le retour à la normale sur le plan sanitaire s'accompagne d'une préparation de la relance de l'économie. Pour relancer l'économie Boris Johnson fait le choix de l'investissement et d'un plan de relance principalement tourné en faveur des infrastructures. Il promet ne pas répondre à la crise par l'austérité et martèle un message simple « Build Build Build »⁴⁶.

Alors que la première vague est terminée, le gouvernement continue d'augmenter ses objectifs de nombre de tests par jour (objectif de 500 000 tests par jour avant fin octobre). Le 24 Septembre la mise en ligne de l'application NHS COVID-19 vient renforcer les méthodes de suivi du virus dans la stratégie Tester-Tracer-Isoler. Alors que l'épidémie connaît un

⁴³ <https://yougov.co.uk/topics/politics/trackers/boris-johnson-approval-rating>

⁴⁴ <https://www.gov.uk/government/news/government-launches-vaccine-taskforce-to-combat-coronavirus>

⁴⁵ <https://www.gov.uk/government/speeches/health-and-social-care-secretarys-statement-on-coronavirus-covid-19-27-may-2020>

⁴⁶ <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-economy-speech-30-june-2020>

regain à l'automne, le gouvernement met en place mi-septembre « la règle de 6 » qui limite les regroupements à 6 personnes maximum.

Afin de territorialiser la réponse à la seconde vague de l'épidémie, le gouvernement conçoit un système d'alerte local à 3 tiers permettant d'adapter les recommandations et mesures de restrictions en fonction du niveau d'alerte de chaque territoire. Ce-dernier qui est entré en application le 14 Octobre sera remplacé en raison de l'accélération de l'épidémie par un second confinement du 5 Novembre au 2 Décembre. Ce second confinement coïncide avec les premiers résultats concrets des efforts consacrés à la recherche d'un vaccin contre le covid-19. Le 9 novembre le gouvernement annonce avoir acheté 40 millions de dose de vaccin Pfizer/BioNTech suite à ses résultats prometteurs à l'issu des études de phase 3. Une semaine plus tard les mêmes raisons le conduise à acheter 5 millions de doses du vaccin Moderna. Quelques jours plus tard, le vaccin Oxford/AztraZeneca recueille également des résultats très encourageants et 100 millions de doses sont commandées par le gouvernement britannique. Ainsi, avant la fin du mois de Novembre le Royaume-Uni a passé des commandes et s'est engagé pour avoir accès à plus 357 millions de doses de vaccin auprès de 7 développeurs différents. Il se dit déjà en capacité de mener une campagne de vaccination de grande ampleur, celle-ci débutera le 8 Décembre avec les premières injections de vaccin. Avant Noël, un 4^{ième} tiers est ajouté à la stratégie par tiers en raison de l'accélération dans certains territoires de la propagation du virus, il s'agit du variant Britannique.

Vis-à-vis des variant extérieurs, Boris Johnson annonce des restrictions de voyage entre le Royaume et l'Afrique du Sud moins d'une semaine après la découverte du variant Sud-Africain. Pour faire face à l'explosion des cas due à l'apparition du variant Britannique, le gouvernement a été contraint de mettre en œuvre un troisième confinement de début Janvier 2021 jusqu'au mois de Mars. Le confinement et l'accélération de la vaccination ont permis aux Britanniques de sortir rapidement de la troisième vague. Ce variant est pour partie responsable du différentiel du nombre total de décès entre le Royaume-Uni et la France. En effet, au cours de la troisième vague coïncidant avec l'apparition de ce variant, le Royaume-Uni dénombre entre le 1 Janvier et le 8 Mars 50441⁴⁷ décès, contre 23 892⁴⁸ côté français. Par la suite, l'efficacité de la campagne de vaccination permet un rattrapage important du Royaume-Uni qui ne comptabilise que 2 861 morts entre le 8 Mars et le 24 Avril, contre 13 599 pour la France. L'avance prise par le Royaume-Uni sur la campagne de vaccination se concrétise aussi sur le plan de déconfinement, pas encore à l'œuvre en France et dans ses dernières phases en Angleterre.

⁴⁷ <https://news.google.com/covid19/map?hl=fr&gl=FR&ceid=FR%3Afr&mid=%2Fm%2F07ssc>

⁴⁸ <https://news.google.com/covid19/map?hl=fr&gl=FR&ceid=FR%3Afr&mid=%2Fm%2F0f8l9c>

Pays	Nb de cas total (en millions)	Total Décès	Décès par millions	% pop vaccinée (2 doses)	% pop vaccinée (au moins 1 doses)
RU	4,4	127 417	1930	18%	50%
Italie	3,9	119 021	1983	8,6%	20%
France	5,4	102 046	1523	8%	21%
Allemagne	3,2	81 610	983	7%	23%
Suède	0,9	13 923	1392	6,9%	20%
USA	32	571 471	1742	28%	42%

2) Les raisons d'un succès

Décrié au début de la crise sanitaire, Boris Johnson est finalement parvenu à séduire dans son style et sa gestion de la pandémie. Il aura incarné une certaine résilience face au virus, ayant été lui-même hospitaliser lors de sa maladie, et une détermination sans faille à vaincre la pandémie.

Ce succès, Boris Johnson le doit probablement à son volontarisme politique et à sa façon de prendre des décisions rapidement. En effet, en temps de crise et en particulier face à une situation jamais connue auparavant, la réactivité est un point essentiel pour parvenir à s'adapter dans le bon tempo à l'évolution des événements. Combinés, volontarisme politique et réactivité ont permis à Boris Johnson d'altérer rapidement le cours des événements en adaptant son pays à la nouvelle donne sanitaire. Alors qu'il est inévitable de commettre des erreurs face à un phénomène totalement nouveau, c'est la capacité à faire évoluer rapidement les directives lorsque de nouveaux éléments sont connus pour rectifier ou affiner la stratégie qui est fondamental. Un exemple concret est celui des contrôles aux frontières plus strictes et des fermetures de liaisons aériennes avec les pays dont sont issus les nouveaux variants. Face à ce besoin de réactivité, nous comprenons également pourquoi en France la crise sanitaire s'est accompagnée d'une crise de la bureaucratie.

Dans cette gestion de crise, le plus grand succès de Boris Johnson aura été celui de la vaccination. En rupture avec la stratégie vaccinale de l'Union européenne, cette réussite sur le plan sanitaire revêt une puissance symbolique très importante : le Royaume-Uni de nouveau souverain réussit mieux que ses voisins européens. Avec les vaccins, le Royaume-Uni jouit d'un double succès. Tout d'abord un succès scientifique en concevant le vaccin

Oxford/AstraZeneca, puis un succès logistique en ayant vacciné plus rapidement que l'Europe sa population.

La capacité du Royaume-Uni à concevoir son propre vaccin souligne l'excellence académique, et en particulier scientifique, du pays et sa capacité à attirer les talents. Ce succès s'explique également par l'intuition de Boris Johnson de l'importance de développer le plus rapidement possible un vaccin pour sortir de la crise. Dès le 3 Février 2020, le gouvernement débloquent les premiers fonds pour financer la recherche d'un vaccin. Pour le Premier Ministre britannique cette course à l'innovation a été possible grâce à la puissance du capitalisme de marché. En parallèle, grâce à des subventions publiques et en acceptant la prise de risque, le Royaume-Uni a été le premier pays au monde à disposer d'un vaccin approuvé pour la campagne de vaccination.

La question du risque est cruciale pour comprendre le succès anglais. En préférant la notion de coûts/bénéfices à celle du principe de précaution le Royaume-Uni a pu initier sa campagne de vaccination plus rapidement que ses voisins. En effet, l'Union européenne a souhaité prendre beaucoup de précautions et passé beaucoup de temps à négocier, pour obtenir des prix avantageux et engager en cas d'effets secondaires la responsabilité des laboratoires et non celle de l'Union⁴⁹. Alors que dans le même temps, le Royaume-Uni faisait le choix de payer au prix fort les doses de vaccin et ne s'est pas encombré de la question de la responsabilité, considérant que le rapport coûts/bénéfices penchait en faveur d'un déploiement rapide des vaccins. La stratégie de l'Union européenne de négocier pour ses États membres afin de minimiser les coûts et les risques s'est soldée par un échec. Aux premiers retards de productions, ces « doses low-costs » ont été la variable d'ajustement des laboratoires, laissant les pays en pénurie de doses et poussant certains à négocier de nouveau contrat directement avec les laboratoires. Dans le même temps, alors que les pays de l'Union européenne sont loin d'avoir pu vacciner suffisamment leur population, l'Union a décidé de faire un don à hauteur de 1 milliard d'euros de doses à l'organisme COVAX⁵⁰ pour réserver des doses aux pays moins développés.

Au-delà du succès en anticipation, le Royaume-Uni s'est aussi distingué de l'Union européenne en choisissant une stratégie vaccinale qui s'est montrée plus efficace. Une fois encore, cette stratégie est le fruit d'une prise de risque payante de la part du gouvernement. Celle de privilégier les premières injections aux secondes injections et de retarder le délai des secondes injections initialement prévues au bout de 3 ou 4 semaines jusqu'à 12 semaines⁵¹. En privilégiant les premières doses aux secondes doses, l'objectif est de protéger le plus grand

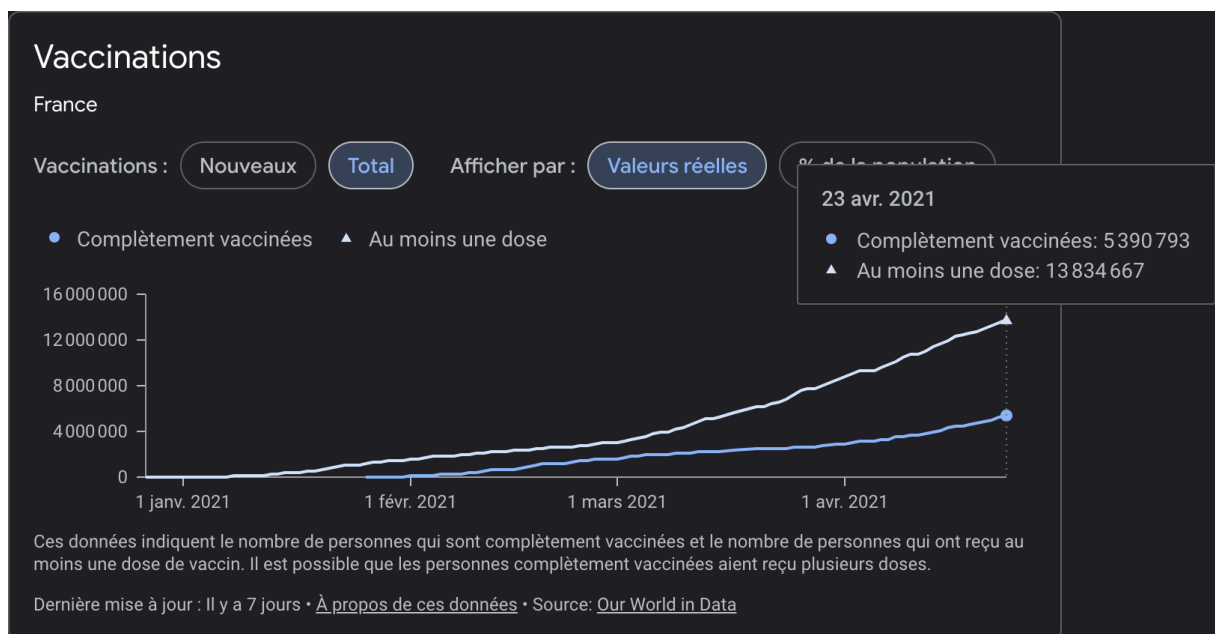
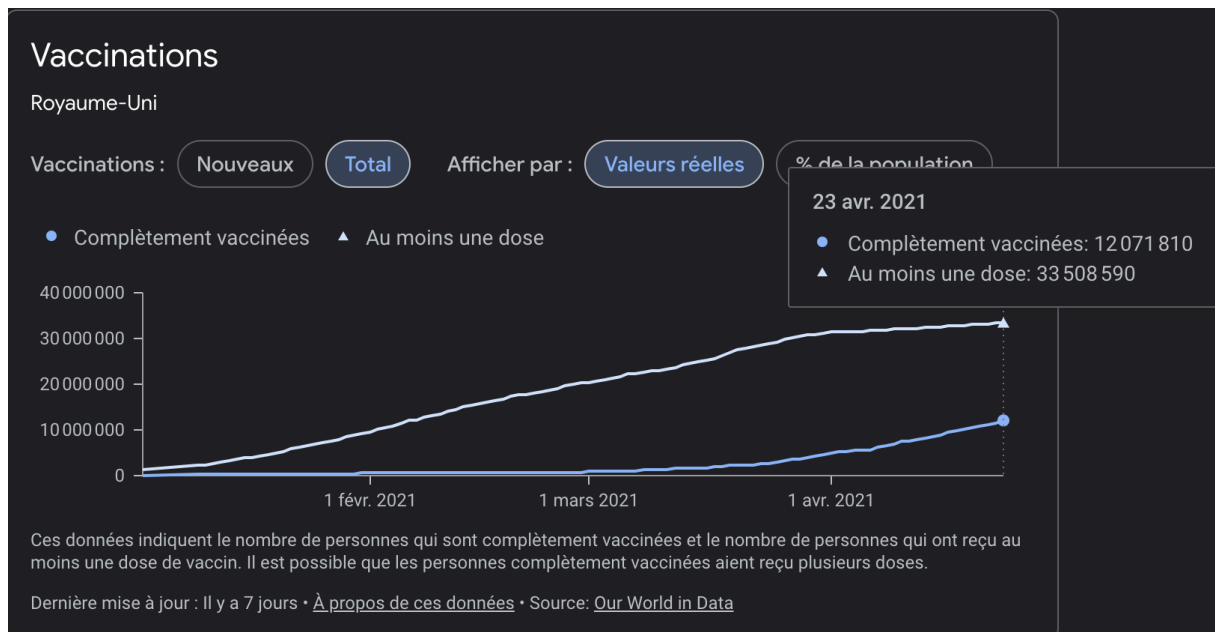
⁴⁹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/01/25/vaccins-contre-le-covid-les-laboratoires-sont-ils-exemptes-de-leur-responsabilite-financiere-en-cas-d-effets-indesirables_6067539_4355770.html

⁵⁰ <https://www.toutteleurope.eu/societe/covid-19-l-essentiel-sur-la-strategie-vaccinale-en-europe/>

⁵¹

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/978508/Green_book_chapter_16April2021.pdf

nombre de personnes des formes graves de la maladie. En effet, une unique dose de Pfizer ou AstraZeneca protège à environ 60% de la maladie symptomatique et réduit de 80% le risque d'hospitalisation⁵².



Cette stratégie de la première dose s'est avérée payante puisque le Royaume-Uni a pu atteindre un taux de vaccination de première dose significatif très rapidement. En effet, dès le 13 Février 2021 23% de la population Britannique avait reçu une première dose alors qu'en France nous sommes à peine en train d'atteindre ce chiffre. Le pari vaccinal de Boris Johnson

⁵²

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/978508/Green_book_chapter_16April2021.pdf

a été le bon, nous l'observons notamment à travers la courbe des décès et des hospitalisations qui a diminué de façon bien plus rapide lors du passage du pic de la troisième vague que lors des précédentes vagues. Finalement, un sondage Ifop pour le Millénaire confirme le jugement positif des français sur la gestion de crise de Boris Johnson : 74% des français jugeant que Boris Johnson a mieux ou aussi bien géré la crise sanitaire qu'Emmanuel Macron.

D. UNE PHILOSOPHIE AU SERVICE D'UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ

I. « TAKE BACK CONTROL », POUR MAÎTRISER SON DESTIN

1) Une conception britannique de la souveraineté incompatible avec l'UE

Le slogan de « Take Back Control » a été inventé par Dominic Cummings, grand artisan de la campagne du Brexit. Cette inspiration lui vient à partir de l'organisation de groupe qualitatif en 2014⁵³ où le mot « control » est apparu à plusieurs reprises. Il s'agit ainsi d'utiliser un terme plus englobant, même si le fondement de ce slogan repose sur le concept de souveraineté.

Ce souhait de reprendre le contrôle est lié à la conception britannique de leur régime politique. En effet, pour les partisans du Leave, le Parlement britannique s'est progressivement fait déposséder de ses pouvoirs par les institutions européennes. Il ne s'agit pas d'un débat récent au Royaume-Uni, puisqu'il a eu lieu depuis la candidature des britanniques à l'appartenance à la Communauté économique européenne où des parlementaires craignaient de voir la loi britannique inférieure à la loi européenne. Ce qui s'est révélé exact, comme le souligne le juge européen dans l'arrêt *Costa v/ Enel* (1964) où le principe de primauté du droit européen est consacré sur le droit national. La Cour de Justice des Communautés européennes précise que « En instituant une Communauté de durée illimitée, dotée d'institutions propres, de la personnalité, de la capacité juridique, d'une capacité de représentation internationale et plus particulièrement de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétence ou d'un transfert d'attributions des États à la Communauté, ceux-ci ont limité leurs droits souverains et ont créé ainsi un corps de droit applicable à leurs ressortissants et à eux-mêmes ». La Cour conclut « que le droit du traité ne pourrait donc, en raison de sa nature spécifique originale, se voir judiciairement opposer

⁵³ <https://ukandeu.ac.uk/why-take-back-control-trumped-project-fear/>

un texte interne quel qu'il soit sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même » et qu'ainsi « le transfert opéré par les États, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité, entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte unilatéral ultérieur incompatible avec la notion de Communauté ».

Seulement, l'adhésion au projet européen relève d'une nature différente entre les britanniques et les 6 pays fondateurs (France, Allemagne, Italie, Bénélux). D'un côté, les trois premiers ont connu différents régimes politiques dans leur histoire récente tandis que les trois pays du Bénélux ont servi de champ de bataille pour les autres puissances. De l'autre côté, le modèle britannique connaît une grande stabilité depuis la Glorieuse Révolution de 1688. La « Bill of Rights » en 1689 définit les principes de la monarchie parlementaire et réaffirme le rôle du Parlement face à la Couronne. Ainsi, la tradition constitutionnelle du Royaume-Uni est bien plus ancrée ce qui explique que les britanniques n'ont pas le même rapport à leurs institutions nationales. Il apparaissait moins inconcevable pour les leaders politiques des six pays fondateurs d'accepter un nouveau modèle d'organisation étatique après le choc de la Seconde Guerre mondiale. Cela explique notamment qu'ils étaient plus enclins à accepter des délégations de souveraineté à des institutions supranationales, ce qui était inconcevable pour les Britanniques. Ces derniers étaient davantage favorables à une coopération entre des États nations sans transfert de souveraineté.

2) Montée de l'euroscepticisme

Cette différence de conception de l'avenir de l'Union européenne a conduit à une divergence entre le Royaume-Uni et les autres États membres au fur et à mesure de la construction européenne. Les britanniques ont ainsi successivement négocié les accords européens pour obtenir des exemptions pour éviter des transferts de souveraineté trop importants. Cela a été notamment le cas en 1978 sur le Système Monétaire Européen, le rabais britannique négocié par Margaret Thatcher en 1984, l'exemption pour l'Union monétaire en 1991.

La montée de l'euroscepticisme s'explique également par une critique récurrente sur le manque de démocratie dans l'UE. Le fonctionnement des institutions européennes est critiqué puisqu'il est vu comme une décision provenant de personnalités non élues qui imposent leur point de vue à un État-nation. Ce point est notamment renforcé par les différentes déclarations des dirigeants européens qui ont eu à s'exprimer sur la question du Brexit.

La décision de l'ancien Premier ministre David Cameron de tenir un référendum sur la sortie des Britanniques de l'Union Européenne, répond à une montée de l'euroscepticisme

au Royaume-Uni. En effet, elle vise aussi bien à contenter des membres de son parti de plus en plus eurosceptiques que d'enrayer la montée en puissance du parti de Nigel Farage, UKIP.

Ce sentiment d'atteinte à la souveraineté britannique n'est pas uniquement un reproche effectué à l'encontre de l'Union européenne, mais il concerne l'ensemble des institutions supranationales comme la Cour européenne des Droits de l'Homme par exemple.

3) Sentiment de ne plus être maître de son destin

L'atteinte à la souveraineté britannique se cumule également avec le sentiment que le pouvoir politique n'est plus efficace pour résoudre les problèmes des britanniques portant notamment sur l'économie ou encore la sécurité et l'immigration. Cela s'explique notamment par l'accumulation des facteurs puisque d'une part les britanniques n'ont pas la pleine entière maîtrise de leur souveraineté avec un transfert de compétences vers les institutions européennes (politiques commerciale, maîtrise des frontières) et d'autre part, l'Union européenne a montré son incapacité à répondre efficacement aux différentes crises. Le transfert de compétences vers une institution supranationale peut être considéré comme une dépossession de la maîtrise du destin national. Il s'agit ainsi pour un État de lier sa destinée avec d'autres pour une œuvre commune. Seulement, le projet européen par ses élargissements successifs a conduit à une impasse où il existe des clivages importants sur la vision européenne entre des États membres de l'ouest ou de l'est, et entre ceux du Nord et ceux du Sud. Sur la gestion de crise, la réponse à la crise financière de 2008 constituait davantage à une action intergouvernementale entre Nicolas Sarkozy, Gordon Brown et Angela Merkel. De plus, les institutions européennes n'ont pas su offrir une réponse efficace à la crise des dettes souveraines qui a succédé à la crise de 2008 avant la réponse d'un banquier central Mario Draghi.

L'Union européenne n'est pas l'unique explication de ce sentiment de ne plus être maître de son destin, puisque la mondialisation a changé les règles du jeu en limitant la portée de l'action étatique tout en apportant de nouveaux défis. La maîtrise des frontières, un des enjeux du Brexit, devient plus difficile avec le développement de nouvelles formes de mobilité qui favorise les flux migratoires. Le nombre de migrants a rapidement augmenté ces dernières années : 77 millions en 1965, 111 millions en 1990, 140 millions en 1997, 175 millions en 2000. La mondialisation économique, constitutive de trois étapes (globalisation de l'économie, internationalisation des flux commerciaux et financiers, implantations à l'international) ainsi que le changement d'ère économique avec l'adoption de thèses néolibérales, limitent les possibilités et l'efficacité des interventions des États-nations sur la politique économique.

Ce sentiment de ne plus être maître de son destin s'explique également par une possession du pouvoir politique par un establishment qui rejoint la critique portée sur les élites par Christophe Lasch. Il s'agit notamment d'un thème de campagne porté par Donald Trump dans sa critique de l'establishment de Washington qui prendrait des décisions dans leur propre intérêt plutôt qu'en faveur de leurs administrés. Ainsi, une partie de la population considère de plus en plus qu'il n'y a pas de possibilité de reprendre leur destin en main, puisque la classe politique agit soit dans son propre intérêt soit est dans l'incapacité d'agir en raison de l'État profond ou d'autres blocages propres à chaque pays.

4) Devenir maître chez soi

Le constat posé par le concept « Take Back control » est un souhait d'une reprise en main de la souveraineté pour améliorer l'efficacité des réponses gouvernementales alors que les défis deviennent de plus en plus complexes. En ce sens, si un État possède plus de moyens d'actions en retrouvant sa souveraineté, il est censé avoir plus de capacités pour agir. C'est en ce sens, que les partisans du Brexit se sont exprimés. En effet, une enquête⁵⁴ explique les motivations du vote : 47% pour contrôler les frontières et mettre en place sa propre politique d'immigration, 25% pour que le Royaume-Uni fasse ses propres lois et contrôle sa destinée. Ainsi, le vote en faveur du Leave s'explique essentiellement pour « reprendre le contrôle ».

Reprendre le contrôle de la souveraineté britannique doit permettre au pouvoir politique d'agir efficacement sur la sécurité et la prospérité. Sur le premier plan, il s'agit essentiellement pour les britanniques de reprendre le contrôle de leur politique migratoire pour lutter contre l'immigration. Le Brexit en ce sens permet au Royaume-Uni de restreindre la liberté de circulation des personnes, qui est induite dans le projet européen, d'empêcher les autres européens de venir sur leur territoire s'ils n'y ont pas été invité et d'opérer des contrôles à la frontière. Le pari britannique est de penser qu'ils seront plus efficaces s'ils n'agissent pas eux-mêmes que s'ils attendent par exemple une protection des frontières extérieures de l'Union européenne par une décision prise à 27 États membres ne partageant pas forcément les mêmes objectifs. Sur le second plan, le Brexit doit permettre au Royaume-Uni de se soustraire des règles européennes pour avoir davantage de libertés sur sa politique économique et notamment commerciale. Cela vise à accomplir le projet « Global Britain » pour adopter une politique commerciale distincte de celle de l'Union européenne plus en accord avec les objectifs du Royaume-Uni en se tournant vers l'Asie mais également vers le partenaire historique, les États-Unis. Comme sur la maîtrise des frontières, l'opinion britannique est qu'ils obtiendront de meilleurs accords commerciaux, correspondant

⁵⁴ <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/brexit-les-motivations-de-ceux-qui-l-ont-vote-611575.html>

davantage à leurs intérêts s'ils le font eux-mêmes qu'à travers une entité comme la Commission européenne.

La reprise du contrôle va plus loin que la reconquête de la souveraineté britannique perdue face aux institutions européennes. Il doit s'agir également de lever les différents verrous qui s'opposent à l'action publique. En ce sens, Dominic Cummings, conseiller spécial de Boris Johnson, lui a préconisé de faire appel au peuple pour contourner le blocage du Parlement (critique de l'élite et de l'establishment défendant leurs propres intérêts) et de négocier durement contre l'Union européenne (critique de l'élite déconnectée européenne). Cette reprise du contrôle qui est un projet très gaullien, n'est qu'une phase dans le projet de Boris Johnson. En effet, son objectif est de devenir maître chez soi avant de conquérir le monde avec sa vision « Global Britain ».

II. « GLOBAL BRITAIN »

« Global Britain » c'est la nouvelle vision détaillée dans la revue "The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy", qui a cette année pour titre « Global Britain in a competitive age »⁵⁵, pour définir le projet britannique pour 2030. Il est le prolongement à l'échelle internationale du concept du « Take back control » et propose aux britanniques un projet de société pour bâtir un Royaume-Uni prospère, rayonnant sur tout le globe. Il s'agit pour le peuple britannique d'être maître chez soi pour à nouveau partir à la conquête du monde. Si le Brexit et la crise sanitaire marquent une rupture importante dans le fonctionnement des affaires du monde, pour Boris Johnson ils sont aussi une opportunité pour y redéfinir la place Royaume-Uni.

1) Objectif

Le projet « Global Britain » prévoit de transformer le Royaume-Uni pour l'adapter un à monde plus compétitif. Face à la montée en puissance de régime autoritaire, le Royaume-Uni doit montrer à travers sa transformation que le modèle de la démocratie libérale et des marchés libres sont encore les meilleurs modèles pour assurer le progrès social et économique de l'humanité. L'enjeu pour le Royaume-Uni est donc de se doter des outils lui permettant de défendre ses intérêts et ses valeurs à travers le monde et au sein des institutions internationales, dans un contexte mondial instable et compétitif.

⁵⁵

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/975077/Global_Britain_in_a_Competitive_Age-_the_Integrated_Review_of_Security__Defence__Development_and_Foreign_Policy.pdf

Ainsi, la principale priorité du gouvernement doit être de « protéger et promouvoir les intérêts du peuple britannique à travers ses actions sur le territoire national et à l'étranger ». La revue spécifie les trois intérêts qui sont les plus importants : la souveraineté, la sécurité et la prospérité. A la défense de ses trois intérêts fondamentaux, dont la conception et le cadre sont très larges, est associé un ensemble de valeurs essentielles qui fondent l'identité, la démocratie et le mode de vie britannique. Mais parce qu'un monde où les démocraties s'épanouissent et les droits de l'Homme sont protégés est plus à même de garantir la souveraineté, la sécurité et prospérité du Royaume, l'action de ce dernier est donc proactive dans la protection et la promotion de ses valeurs.

2) Contexte

Comme développé précédemment, la nouvelle ère à laquelle doit s'adapter la Grande-Bretagne est celle d'une ère compétitive où les équilibres géopolitique et économique ont été profondément transformés par la montée en puissance de la Chine. Ce nouveau monde qui voit s'affronter États démocratiques, États autoritaires, groupes criminels et multinationales, est animé par une innovation technologique très rapide. Cette dernière renverse les rapports de force et apporte des solutions aux nouveaux défis planétaires.

Dans ce contexte, la Chine est donc un adversaire systémique projetant des valeurs opposées au projet Britannique mais avec lequel la coopération sera essentielle pour résoudre les problèmes transnationaux. Le déplacement du barycentre de l'économie mondiale vers la région Indopacifique présente un défi de taille, avec l'ouverture de nouveaux marchés et l'émergence de nouvelles classes moyennes, et place la Chine au cœur de jeu.

Ce basculement économique est également synonyme d'une compétition plus intense entre les différents types de système politique. Une compétition dont les institutions internationales seront le siège et qui produira des affrontements multiformes dans des sphères autres que militaire dont notamment celle du progrès technique. En effet, avec le pouvoir de plus en plus important des nouvelles technologies, l'innovation scientifique et technologique sera l'un des facteurs clés de cette compétition mondiale.

3) La stratégie « Global Britain »

« Global Britain » est à la fois un projet un projet de défense et de conquête. La préservation du modèle de vie et de l'indépendance du Royaume-Uni se transforme dans cette ère compétitive évoluant rapidement en une quête d'influence et de rayonnement.

Un objectif technologique

Le premier objectif de la stratégie « Global Britain » de Boris Johnson est de doter le Royaume-Uni d'un avantage comparatif stratégique à travers le développement de ses capacités scientifiques et technologiques. Ceci doit permettre au Royaume-Uni de développer sa prospérité et ses échanges internationaux. C'est également un point essentiel afin de permettre au Royaume-Uni de façonner la prochaine organisation internationale et de lui assurer une place de choix. Les ruptures technologiques sont aussi celles qui lui permettront de renforcer sa sécurité militaire et participer à résoudre les problématiques mondiales. Pour y parvenir, Boris Johnson prévoit d'augmenter à 2,4% du PIB les investissements à l'échelle de l'économie en R&D et de devenir une destination attractive pour les meilleurs talents.

Le second objectif est celui de faire du Royaume-Uni une grande cyber puissance pour protéger ses intérêts et sa sécurité dans le cyberspace. Dans une ère de plus en plus digitaliser, la question de la souveraineté numérique est essentielle pour garantir la protection de ses données, sa sécurité et son indépendance. L'enjeu est de construire un système digital prospère et résilient, qui promeut un cyberspace libre, ouvert, pacifique, sécurisé et capable de dissuader les offensives adverses.

Le Royaume-Uni aux quatre coins du globe

Pour défendre ses valeurs, Boris Johnson souhaite un Royaume-Uni acteur de la construction du nouvel ordre mondial et capable de défendre ses intérêts partout sur le globe. Il vise une approche multilatérale au service des valeurs et intérêts économiques du Royaume. Ceci se concrétise par un renforcement du partenariat transatlantique et la construction de nouvelles relations commerciales et stratégiques en Asie. La stratégie « Global Britain » souhaite faire du Royaume-Uni le pays européen le plus présent et intégré à la région Indopacifique, notamment en travaillant avec des organisations comme le Five Power Defence Arrangements (FPDA) ou l'ASEAN. Ce positionnement s'inscrit en opposition à la Chine, en privilégiant des accords avec des puissances moyennes du Pacifique et de l'Asie pour développer dans la zone un contrepoids aux aspirations chinoises.

Si dans le conflit Chine/USA le Royaume-Uni a fait d'ores et déjà fait le choix de son allié historique, il ne compte pas tomber dans le piège de l'opposition de deux blocs. En effet, par le choix de ses alliances en Asie et le renforcement de ses moyens militaires au sein de

l'OTAN le Royaume-Uni souhaite toujours faire des États-Unis son allié privilégié. Pour autant, le désir de conquête et de rayonnement ne pourrait être accompli dans le schéma d'une opposition de deux blocs autour des deux grandes puissances. Pour éviter cela, le Royaume-Uni mise sur l'influence des puissances moyennes capables ensemble de peser sur le l'équilibre mondiale.

En utilisant le Commonwealth, son hard et soft power et en multipliant les accords commerciaux avec ces puissances intermédiaires, le Royaume-Uni ambitionne de se positionner comme une nation qui a du poids sur les affaires du monde entre les deux géants. C'est en définitive un projet très gaullien que nous propose Boris Johnson, simplement guidé par les intérêts du Royaume-Uni.

E. TAKE BACK CONTROL / GLOBAL BRITAIN : LES LEÇONS POUR LA FRANCE

I. REPONDRE AUX FRACTURES FRANÇAISES

Le Brexit et l'élection de Boris Johnson sont des réponses à une mouvement de fond commun aux démocraties occidentales. Face au déclin de l'occident et au tassement des classes moyennes, la reprise en main de son destin est devenue cruciale. Confrontées au déclin de leur civilisation qu'il assimile à leur propre déclin, les classes moyennes et populaires occidentales ont décidé de refuser la fatalité et de se donner les moyens de redresser eux-mêmes leur pays. La reprise en main du destin commence par une analyse et une réponse aux différentes fractures que traverse le pays. En France, cette thématique s'articule à travers quatre fractures :

- la **fracture sociale** révélée par Marcel Gauchet,
- la **fracture territoriale** révélée par Christophe Guilluy
- la **fracture identitaire** mêlant les questions d'immigration, de société et de religion,
- ainsi que la **fracture citoyenne** révélant la crise de la démocratie et l'impuissance de l'état sur les affaires du monde comme déclin de la France.

Pour répondre à certaines de ces fractures, l'action de Boris Johnson est riche d'enseignements et dresse une ébauche de solution.

Fracture sociale :

« Premiers de cordée » et « premiers de corvée » n'appartiennent plus au même monde et révèlent la profondeur de cette fracture. Si le terme est connu du grand public depuis 1995, « la fracture sociale » n'a eu de cesse de s'accroître. Elle est le syndrome de la disparition progressive de la classe moyenne qui faisait le lien entre la France d'en-haut et la France d'en-bas. Si près des ¾ des français se définissent comme appartenant à la classe moyenne, ceci n'est en réalité qu'un moyen de se rassurer face à l'insécurité culturelle alors que ces populations ont été paupérisées et déclassées socialement. Alors qu'il ne fallait que 12 ans dans les années 1960s pour que les classes moyennes atteignent le niveau de vie des catégories aisées, il en faut actuellement près de 32 ans. La notion de « classe moyenne » est de plus en plus désuète et correspond davantage à une « fracture générationnelle ». En effet, le cœur de la « classe moyenne » est aujourd'hui surtout composé de la génération des baby-boomers.

Cette fracture sociale est intimement liée à la notion du travail, tant d'un point de vue financier que par celui de l'inclusion dans la vie économique du pays. A cet égard, la crise du coronavirus a mis en relief de façon importante cette fracture au sein de la société. Avec d'une part, ceux qui peuvent travailler de partout et qui parfois doivent même voyager dans le cadre de leur travail qui ont pu s'adapter facilement aux nouvelles contraintes. Et d'autre part, ceux dont l'activité était incompatible avec le télétravail, ont connu le chômage partiel et la fermeture forcée du commerce ou de l'entreprise familiale. Ce sont presque deux sociétés différentes qui ont vécu des confinements de façon très antagonistes. C'est cette sensation de deux France vivant côte à côte qui s'est cristallisée à travers les expressions de « premiers de cordée » et de « premier de corvée ».

Pour répondre à cette fracture qui passe par le travail, Boris Johnson propose une reprise en main de l'appareil productif. En effet, le retour d'emplois d'industriels et la réindustrialisation de la France est la solution principale à cette fracture sociale. L'enjeu est à la fois de regagner la souveraineté industrielle qu'il nous a manqué lorsqu'il fallait produire des masques, des tests et des vaccins, et de fournir des emplois à toute une tranche de la population qui a vu sa situation se dégrader. Parmi les différents secteurs d'activité, l'industrie est celui qui offre les emplois peu qualifiés avec les rémunérations les plus fortes. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le retour d'industries innovantes et des emplois qui l'accompagnent doit permettre de reformer une classe moyenne, résorbant ainsi la fracture sociale.

Fracture territoriale :

En France, la fracture territoriale a été particulièrement visible lors du lancement du mouvement des Gilets Jaunes. C'est de la « France Périphérique » de Christophe Guilluy qu'a débuté ce mouvement populaire contre une augmentation de taxe sur le carburant. Ce sont

de ces territoires cumulant les fragilités sociales et sur lesquels les effets néfastes de la mondialisation se sont le plus fait sentir que la révolte a été initiée. Cette fracture permet de distinguer les territoires qui sont sous l'influence d'une grande métropole, et le reste du territoire national qui est distant des grands foyers d'emplois et qui ne voit pas ruisseler les effets bénéfiques des métropoles mondialisées.

Au Royaume-Uni, nous retrouvons le même clivage entre des territoires qui ont su tirer profit de la mondialisation (l'exemple de la City est le plus éloquent) et ceux qui n'ont obtenu de la mondialisation que la délocalisation d'emplois industriels et la dégradation du niveau de vie de leur population. De façon caricaturale, nous pouvons opposer au Royaume-Uni un Nord (à l'exception du nord de l'Écosse) postindustriel additionnant les difficultés économiques et sociales, et un Sud tertiaire puissant et ancré dans la mondialisation. Nous observons donc des problématiques similaires à celles que nous observons en France, avec une société à deux vitesses et où une partie d'entre elle ne trouvait pas sa place dans le projet nationale.

Répondre à cette fracture est très complexe. L'enjeu est de réussir à inclure dans l'organisation économique, des territoires qui actuellement n'y trouvent pas leur place et de réduire les inégalités territoriales, aussi bien en termes d'opportunités que de services disponibles. Pour y apporter un début de réponse, Boris Johnson mise sur un grand plan d'investissement. Si le thème de la National Health Service (NHS) a été un thème important de la campagne du Brexit, le plan d'investissement proposé est bien plus global. En effet, ce plan d'investissement de 5 Md£ dans les infrastructures compte couvrir l'ensemble des secteurs stratégiques pour relancer l'économie. Ce plan est comparé par Boris Johnson au « New Deal » de Roosevelt et se structure de la façon suivante⁵⁶ :

- 1,5 milliard de livres (1,64 milliard d'euros) cette année pour les dépenses hospitalières
- 100 millions de livres (109,4 millions d'euros) en 2020 pour 29 projets routiers
- plus d'un milliard de livres (1,09 milliard d'euros) pour un programme sur 10 ans de reconstruction d'écoles comprenant 50 projets
- 560 millions de livres (612,8 millions d'euros) pour la réparation et la modernisation des écoles et des établissements d'enseignement supérieur
- plusieurs dizaines de millions pour améliorer les tribunaux et les prisons
- 900 millions de livres (984,9 millions d'euros) pour des projets de croissance locale en Angleterre et 96 millions de livres pour les centres-villes
- des fonds sont avancés pour accélérer les projets d'infrastructure en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord
- 30 000 hectares d'arbres plantés chaque année jusqu'en 202

⁵⁶ <https://www.gov.uk/government/news/build-build-build-prime-minister-announces-new-deal-for-britain>

- 40 millions de livres (43,7 millions d'euros) pour des projets de conservation créant 3000 emplois

A travers ce plan de relance, principalement tourné vers de nouvelles infrastructures, l'objectif est à la fois de relancer l'économie britannique suite à la crise, mais également d'améliorer l'attractivité de certains territoires. Une attractivité accrue grâce à des services de meilleures qualités et des infrastructures de transport permettant de mieux unifier le territoire.

La fracture identitaire :

La question identitaire au Royaume-Uni est également très importante. La campagne du Brexit a fait de la question migratoire, du processus d'inclusion de la Turquie dans l'Union européenne, et de la capacité de l'Europe à contrôler ses frontières des enjeux clés. Ainsi, le modèle communautariste de la société multiculturelle anglo-saxonne a montré un certain nombre de limites. Les britanniques veulent désormais reprendre le contrôle de leur politique migratoire et redéfinir le projet de société de leur pays.

Alors que les crises se succèdent dans le monde occidental, le besoin de protection est plus fort que jamais. Ce besoin de protection se distingue en plusieurs sujets majeurs : d'une part contre la mondialisation et sa dérégulation notamment des flux de personnes, et d'autre part contre la délinquance et l'ensauvagement de la société. Or l'immigration possède un impact important sur ces deux sujets. Les Français relient d'ailleurs l'immigration à un grand nombre des problématiques que la France rencontre actuellement, qu'elles soient économiques, politiques, identitaires ou sécuritaires. Une réforme profonde de l'immigration est rendue nécessaire par le gouffre entre l'opinion des Français sur le sujet et la priorité politique qui est celle des décideurs. Un sondage Ipsos Sopra-Steria mené en 2019, 63% des Français estimaient qu'il y a trop d'immigrés en France, et 66% que ces derniers ne font pas d'efforts pour s'intégrer. Pour répondre à ces différents sujets, le processus majeur est celui de la reprise en main de notre politique migratoire. En effet, le cadre actuel ne permet pas de mettre parfaitement en œuvre la volonté politique.

Sur la dimension économique, si la crise de 2008, puis celle du coronavirus ont été des catalyseurs, la situation de la France est défavorable depuis l'entrée dans la mondialisation. Dans ce contexte il est légitime que les français s'interrogent sur la capacité de notre pays à accueillir plus d'immigrés. La question se pose en particulier sur les profils que nous accueillons en France, et la problématique qui est celle d'une population quittant la France, bien plus qualifiée que celle qui la rejoint.

Sur la dimension politique, l'immigration participe de la crise démocratique que traverse notre pays. Cette dernière est alimentée par le sentiment partagé par beaucoup de français de l'incapacité des politiques à avoir une influence sur le réel, en particulier sur la situation de la France dans le monde et son déclin apparent. Il est difficile d'aller à l'encontre de ce sentiment sur le plan de l'immigration, où les différentes politiques menées par des gouvernements de gauche comme de droite ne semblent pas avoir infléchi réellement les données liées à l'immigration. Concrètement lorsqu'une obligation de quitter le territoire est exécutée sur dix, la France ne se donne pas les moyens d'appliquer une politique migratoire concrète.

L'immigration fait aussi peser une menace sur l'identité de la France et sur notre mode de vie. Être en capacité de choisir librement et faire respecter sa politique migratoire apparaît néanmoins comme une condition nécessaire à la réduction de la fracture identitaire. Ce n'est qu'à cette condition que nous serons capable de véritablement mettre en application le projet choisi par les Français pour répondre aux différentes fractures françaises.

La fracture citoyenne :

La fracture citoyenne révèle la crise de la démocratie et l'impuissance de l'état sur les affaires du monde comme déclin de la France. La reprise de contrôle doit permettre de répondre à ce double enjeu de la crise démocratique et d'impuissance. Seulement, il s'agit d'un moyen pour proposer un projet global comme Boris Johnson l'a fait avec « Global Britain ». La France doit offrir un nouvel horizon qui corresponde davantage à la troisième ère économique, à la préservation de son art de vie face aux différentes menaces tout en proposant un projet alternatif face au conflit entre les États-Unis et la Chine. Il s'agit d'imaginer un projet collectif pour la France de 2050 ou de 2100, en faisant de la France une nation d'industriels et de savants afin d'optimiser le génie français que ce soit dans les domaines technologiques, scientifiques, culturels ou artistiques.

II. REPRENDRE LE CONTROLE POUR DEVERROUILLER LES BLOCAGES

La France rencontre différents blocages comme le Royaume-Uni pour mener à bien les transformations nécessaires. Elle doit engager un double mouvement en déverrouillant les blocages internes et externes.

Sur le plan interne, l'état profond et le corporatisme conduit à avoir une société bloquée depuis une quarantaine d'années. En effet, la France souffre d'un excès de socialisme qui implique une augmentation continue des dépenses publiques et des

prélèvements obligatoires sans véritables possibilités de remettre en cause ce paradigme sans susciter des blocages importants. Ils proviennent d'un côté de l'État profond symbolisé par la haute fonction publique. Elle a profité du renoncement du pouvoir politique à accomplir sa mission pour acquérir des responsabilités supplémentaires. La technocratie peut ainsi influencer de façon décisive sur le pouvoir politique pour édicter des décrets de plus en plus absurdes et disposer de l'argent public avec une efficacité très contestable. En effet, alors que nous assistons à une augmentation des prélèvements obligatoires (48,8 % du PIB), de la dépense publique (56,5 %) et des dépenses sociales (31 %), nous voyons également un accroissement des inégalités, de la pauvreté, et une moindre qualité et quantité des services publics. Ce blocage de la part de la technocratie est également accompagné d'un corporatisme qui conduit à la protection des intérêts individuels ou d'une corporation au détriment de l'intérêt général. Reprendre le contrôle suppose pouvoir se défaire de ces blocages internes pour libérer la France.

Sur le plan externe, la France doit avoir une politique plus volontariste pour que l'Union européenne soit un véritable levier de puissance plutôt qu'une contrainte pour ses États membres. Il s'agit également d'observer cas par cas, les différents engagements internationaux souscrits pour analyser et juger de leur utilité pour notre projet collectif sans véritablement se poser des tabous. Ainsi, à titre d'illustration, la France doit pouvoir remettre en cause sa participation à la CEDH, comme des engagements bilatéraux avec certains pays du Maghreb qui limite la maîtrise de notre politique migratoire.

III. REDYNAMISER UNE UE EN ETAT DE MORT CEREBRALE

Transformer l'Europe pour incarner une troisième voie face à la Chine et aux États-Unis et ne pas subir le projet Global Britain

L'Europe semble prise au piège

L'Europe est à l'origine des cycles libéraux avec les plus grands penseurs libéraux originaires du Vieux continent. Elle semble toutefois actuellement coincée dans une conception de la mondialisation, à laquelle elle est la seule à croire encore, et qui la menace de la faire disparaître de l'Histoire.

L'Union Européenne est désormais un espace désindustrialisé régi par la libre concurrence et un marché ouvert pour les puissances étrangères, notamment les États-Unis et la Chine. Après avoir subi deux conflits majeurs au XXème siècle, l'Europe ne semble pas prête à accepter et donc à se préparer à une ère plus conflictuelle. Sur le plan économique, l'UE est prisonnière de théories néolibérales mises à mal par les deux crises de 2008 et de la Covid-19 alors que nous assistons à l'émergence d'une nouvelle ère économique. La crise

sanitaire semble toutefois avoir provoqué un nécessaire sursaut quant à la question de l'équilibre entre une politique tournée vers le consommateur et celle favorisant la production. En effet, le manque de production européenne et la dépendance vis-à-vis des pays émergent pourrait jouer un rôle de catalyseur dans le nécessaire tournant économique. Cependant, la politique commerciale européenne reste trop timide face aux déséquilibres provoqués par l'entrée de la Chine dans l'OMC. La réaction européenne face à la volonté de Donald Trump de rééquilibrer l'économie mondiale démontre soit une passivité dans une ère marquée par la guerre commerciale soit une mauvaise lecture de la situation. Sur le plan géopolitique, la pacification du continent pendant plusieurs décennies joue certainement un rôle psychologique auprès des leaders européens. Ainsi, l'Allemagne marquée par son histoire, ne peut jouer un rôle majeur sur la scène internationale alors qu'elle est la locomotive européenne. Tandis que les autres pays ne semblent pas prêts à suivre la France en raison de son incapacité à faire évoluer son économie et de sa volonté à jouer un rôle sur la scène internationale. La France éprouve ainsi des difficultés à réformer le fonctionnement de l'UE pour la première raison, et se retrouve seule pour la seconde.

Nous risquons donc la disparition d'une Europe politique au profit d'un marché économique seulement. Incapable de s'accorder sur un horizon commun, les leaders européens n'arrivent ni à définir un cap pour une construction européenne bloquée depuis le référendum avorté de 2005 ni à adopter une politique étrangère cohérente. Les difficultés du couple franco-allemand depuis l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel et les élargissements successifs ne permettent pas à l'Union européenne d'avoir un semblant de leadership alors que nous vivons des crises de plus en plus récurrentes. Ainsi, les dirigeants européens n'ont pas réussi à protéger les frontières face à la menace terroriste et les flux migratoires devenus de plus en plus importants avec l'affaiblissement des États du Maghreb et du Moyen-Orient. La bonne gestion de la crise financière de 2008 est plus due à la proactivité du Président Sarkozy qu'à une réaction européenne. Ce manque de gouvernance a ensuite plombé les économies européennes pendant la crise des dettes souveraines avant qu'elles soient sauvées par un banquier central, Mario Draghi.

Sans actions adéquates, la crise du coronavirus accélérera ce mouvement en servant de catalyseur de l'avènement de la Chine et du déclin de l'Europe. En effet, alors qu'il s'agissait d'un virus provenant de Wuhan, cette crise a davantage touché les Européens, aussi bien sur les plans économiques, sanitaires et humains, que l'est de l'Asie. Cette crise a révélé de façon brutale, l'affaiblissement progressif de l'Europe comme un acteur de rang mondial, et a souligné les capacités du système politique et économique chinois à faire face aux crises. À l'exception de l'Allemagne, l'ensemble des grands pays européens aura échoué dans la mise en place de la stratégie asiatique efficace contre la Covid-19. Ces pays n'auront pas assez testé, faute de tests, pas assez protégé les soignants et la population, faute de masques, pas assez tracé les cas faute d'effectifs pour le faire, et pas isolé correctement, faute de volonté. Cependant, si la sortie de l'Histoire du Vieux continent est en cours, la contrer suppose d'acter l'émergence de la nouvelle ère provoquée par la seconde révolution

conservatrice menée par Donald Trump et Boris Johnson et d'agir comme une véritable entité stratégique.

Si l'Europe veut incarner une troisième voix dans l'affrontement sino-américain qui se prépare, elle doit se réinventer comme une entité stratégique et assumer son identité.

L'Union Européenne, doit avant tout réussir à concilier deux visions de l'Europe, celle portée par les pays du Nord est en premier lieu l'Allemagne, et celle portée par les pays du Sud avec la France comme fer de lance. Cette première vision est celle d'une zone de prospérité et de croissance économique qui correspond à la manière dont l'Allemagne a su garder une industrie puissante notamment tournée vers l'exportation. Le marché de l'automobile allemand s'exporte par exemple particulièrement bien. Face à cette vision, la France prône plutôt une Europe puissance capable de faire entendre sa voix diplomatique dans le concert des nations, et agissant comme une entité stratégique. Cette vision ne domine pas encore les décisions européennes mais elle aurait pourtant le mérite de rectifier certaines anomalies qui défavorisent paradoxalement les entreprises européennes dans la concurrence internationale. C'est par exemple le cas de l'absence de taxation sur la pollution aux frontières de l'Europe, ou son incapacité à maîtriser les flux migratoires, qui pèsent sur les redistributions sociales et sur les salaires.

L'émergence de la nouvelle ère doit permettre de réconcilier les deux visions, pour disposer d'une Europe politique et économique apte au combat sur la scène mondiale. Il est indispensable que l'UE retrouve cette ambition de puissance car elle a un rôle à jouer dans la résolution des conflits qui se jouent dans le monde, et parce que dépend de ce rôle sa capacité à rester dans l'Histoire. L'Europe a une longue tradition d'intermédiaire dans la recherche de solutions pacifiques ou celle de nouveaux partenariats. Elle a joué un rôle immense dans le maintien de la paix au Moyen-Orient jusqu'au tournant des années 2000 ou encore par les positions françaises et allemandes contre la guerre en Irak. Si elle n'assume pas ce rôle, l'Europe risque de devenir un spectateur du monde, comme la Suisse l'a été pendant le XXème siècle par exemple.

Sur le plan pratique, il s'agit ainsi de développer les atouts européens : faire de l'euro une arme monétaire pour rompre avec la suprématie du dollar, faire du droit continental la référence dans les affaires, et un modèle de vie fondé sur une économie prospère et durable pour faire émerger la dimension environnementale héritée des Accords de Paris. La prise en compte de cette dimension, et de la crise du Coronavirus nous oblige également à basculer d'un modèle focalisé sur la seule consommation vers un modèle équilibré entre la production et la défense des intérêts des consommateurs, permettant de favoriser l'emploi et limiter notre dépendance tant vis-à-vis de la Chine que des USA. L'objectif est ainsi de profiter du marché commun pour encourager la spécialisation de chacun des pays européens dans leurs secteurs d'excellence au niveau mondial, tout en conservant des entreprises stratégiques dans les industries d'importance capitale face aux crises d'aujourd'hui et de demain.

IV. PRENDRE NOTRE DESTIN EN MAIN POUR RENOUER AVEC LA GRANDEUR FRANÇAISE

La France a raté son entrée dans la mondialisation, elle ne peut pas rater l'entrée dans ce nouveau cycle

La France a raté son entrée dans la mondialisation dans les années 1980, elle ne peut pas se permettre de rater la seconde révolution conservatrice qui se joue. Or face à une gauche toujours plus complaisante avec les thèses racistes américaines, un Emmanuel Macron coincé trente ans en arrière dans une forme de social-libéralisme qui dérive de la social-démocratie, c'est la droite qui doit enfin ramener la France dans son temps.

Avec la seconde révolution conservatrice et la crise de la Covid-19, Emmanuel Macron apparaît ainsi être le président de l'ère précédente comme François Mitterrand l'était en son temps. D'un côté, la politique keynésienne de Mitterrand n'était déjà plus adaptée et a conduit au tournant de la rigueur. De l'autre côté, le chef de l'État tente désespérément d'adapter la France à la mondialisation, pour rattraper le retard français depuis près de 40 ans alors que nous sommes déjà passés à une nouvelle ère. Si l'ancien président socialiste avait réussi à calibrer sa politique avec le tournant de la rigueur, l'actuel n'a pas opéré de changements significatifs majeurs malgré les promesses de réinvention énoncées lors du son discours du 14 juillet.

La France a en effet mal négocié le virage de la mondialisation dans les années 1980. Les positions ambiguës de François Mitterrand entre le discours socialiste classique et le tournant de la rigueur associé à la construction européenne n'ont pas permis à la France d'adopter des politiques publiques plus en phases avec la mondialisation néolibérale. Alors que les pays ouvraient leur marché, à une importante manne de croissance, la France s'est enfermée dans un état social d'inspiration keynésienne, qui était dépassé depuis les années 1970 avec les deux chocs pétroliers. Le déclassement français s'explique ainsi par le choix d'une politique libérale et européenne sans pour autant aller jusqu'au bout de cette logique pour ne pas se froisser avec les électeurs populaires. Cette ambiguïté a eu pour conséquence un décrochage économique de la France vis-à-vis de l'Allemagne, et un décrochage politique des électeurs populaires des « partis de gouvernement » pour favoriser les extrêmes. En effet, ces derniers ont eu le sentiment d'être trahis sans pour autant bénéficier d'une politique économique efficace.

La France ne peut se permettre de faire sa révolution néolibérale avec trente ans en retard alors que les économies du monde tournent la page de cette ère, sous l'impulsion lancée par Donald Trump et Boris Johnson.

Sur le projet, l'objectif est ainsi de réformer un État inadapté car trop faible sur ses fonctions régaliennes et trop obèse sur son volet social. Il s'agit notamment de redresser les capacités productives du pays par la poursuite des réformes économiques pour mettre la France au niveau de l'Allemagne, tout en adoptant une stratégie de spécialisation pour conserver et développer les atouts français. Cela concerne aussi bien les formes classiques de puissance comme nos moyens militaires et notre puissance diplomatique, que la réinstallation de la France comme une nation d'industriels et de savants.

Sur le plan politique, la droite a l'opportunité de retrouver un espace politique face à Emmanuel Macron dont les caractéristiques propres ne lui permettent pas de porter cette mutation et à Marine Le Pen dont la crédibilité gouvernementale s'est effondrée en 2017. De plus, la compréhension électorale de Boris Johnson offre une grille de lecture intéressante pour la droite française puisqu'elle permet de concilier efficacement le souhait de liberté économique mais également de protection. Cette offre politique permet de concilier efficacement l'offre politique d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, tout en permettant à la France de s'inscrire dans la nouvelle ère, plus en phase avec son souhait de puissance et sa conception de l'État. Ainsi, la droite doit proposer une reprise de contrôle du destin national accompagnée d'un nouveau projet collectif. Il faut pour la France de 2050 ou de 2100, en faire une nation d'industriels et de savants afin d'optimiser le génie français que ce soit dans les domaines technologiques, scientifiques, culturels ou artistiques.

Comme Donald Trump s'est inspirée de Ronald Reagan et Boris Johnson de Winston Churchill tout en modernisant leur pensée pour l'adapter aux enjeux du XXIème siècle, nous devons nous inspirer de la philosophie du Général de Gaulle. Il s'agit donc d'accomplir une révolution comme lorsqu'il reprend le pouvoir en 1958, afin de reprendre le contrôle de notre destinée avant de proposer une nouvelle vision pour replacer la France dans le concert des nations.

V. QUELLE STRATEGIE POUR LA DROITE, LE MODELE DE BORIS JOHNSON EST-IL PERTINENT ?

Boris Johnson était dans la même situation que les Républicains

Lorsque Boris Johnson rentre au 10th Downing Street, il fait face à une situation politique difficile puisque son parti a enregistré une lourde défaite aux élections européennes (8,84%

en 2019 contre 23,05% en 2015). Une partie de l'électorat conservateur favorable au Leave s'est tournée vers Nigel Farage et le Parti du Brexit, tandis qu'une partie de l'électorat conservateur favorable au Remain s'est tournée vers les Libéraux-Démocrates. Il faisait ainsi face à une situation similaire à ce que connaissent les Républicains en France, avec une offre centriste importante, et une menace à leur droite (Rassemblement national en France et Parti du Brexit au Royaume-Uni).

Les élections européennes ont ainsi coupé les deux principales forces politiques en deux. Le camp du Remain était défendu par les Travaillistes et les Libéraux Démocrates, tandis que le camp du Leave était défendu par les Conservateurs et le Parti du Brexit (Nigel Farage). La France possède également 4 forces politiques capables d'accéder au second tour : les écolos-socialistes, la majorité Présentielle, les Républicains et le Rassemblement national. Il s'agit un peu comme Boris Johnson, de choisir un cap clair, sans ambiguïté pour sortir de l'étau du centre macronien et de l'extrême droite emmenée par Marine Le Pen. La droite française ne doit pas être effrayée d'être critiquée au point de se faire taxer de nationaliste ou de populiste comme l'a pu l'être Boris Johnson. Un sondage Ifop pour le Millénaire en date du 28 avril 2021 a montré que 51% des Français avaient une opinion positive de Boris Johnson. Ce dernier suscite de bonnes opinions en particulier auprès des électeurs des Républicains (59%) du Rassemblement national (60%) et même ceux de la France Insoumise (55%). S'il était en France, il figurerait parmi les personnalités politiques préférées des Français.

Siphonner le RN ?

Boris Johnson offre un cas concret d'une dévitalisation complète d'une offre politique comme UKIP et le Parti du Brexit. Il a montré notamment qu'il était capable de répondre aux préoccupations de leur électorat tout en démontrant qu'il était capable d'agir efficacement. En effet, il a porté leur principale revendication à savoir la réalisation du Brexit et la reprise de contrôle de la souveraineté britannique. Il a transformé les revendications d'un parti protestataire en projet politique d'un parti de Gouvernement capable d'avoir une influence concrète sur la société.

La droite française peut ainsi tirer des enseignements dans l'hypothèse où elle souhaiterait faire revenir les électeurs du Rassemblement national dans son giron à titre d'illustration. Un sondage Ifop pour le JDD⁵⁷ montre que le vote en faveur du Rassemblement national repose principalement sur :

29% expriment leur mécontentement à l'égard des autres partis politiques

16% partagent leur constat sur la France

⁵⁷ <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/03/118005-Rapport-RN-23.03.2021.pdf>

14% adhèrent à leurs idées et solutions pour l'immigration

Il s'agirait alors de proposer une solution gouvernementale à ces préoccupations. Boris Johnson est alors une bonne source d'inspiration dans sa critique sur l'establishment national et européen, la reprise de contrôle de la politique migratoire, et un projet de grandeur national autour de « Global Britain »

Recomposition électorale

Boris Johnson a opéré une mue de son parti pour s'adresser aux classes moyennes et populaires afin de combler la perte d'une partie de ses CSP+ vers le vote des Libéraux démocrates voire des Travaillistes en raison du Remain. Il a ainsi opéré une conciliation entre le besoin de protection et la nécessité de liberté. Sa vision politique centrée sur les deux philosophies « Take Back Control » et « Global Britain » souligne un changement par rapport à une politique de droite plus classique menée notamment par l'ancien Premier ministre David Cameron. Pour retrouver un espace politique, la droite française doit parvenir à concilier la liberté et la protection afin de faire revenir aussi bien un électorat plus centriste qu'un autre plus à droite.

En France, Boris Johnson bénéficie de la même différence de jugements favorables en fonction de la catégorie sociale. Un sondage Ifop pour le Millénaire montre qu'il est très populaire parmi les employés (68%), les ouvriers (56%), les artisans ou commerçant (55%), mais moins auprès des cadre et profession intellectuel supérieur (36%). Il existe également une fracture portée sur la question du diplôme. En effet, si Boris Johnson séduit ceux qui n'ont pas de diplôme (59%), les titulaires d'un CAP ou BEP (53%), ceux du baccalauréat (55%), ils enregistrent de moins bons résultats sur les diplômés du 1^{er} cycle (44%) et les diplômés du supérieur (36%).

Sortir de la norme

La grande force de Boris Johnson aura probablement résidé à la fois dans son profil et dans sa communication. Personne ne s'attendait en effet, à ce qu'il remporte le Brexit et le mettre en œuvre ou à remporter les élections législatives de 2019. Issu de l'establishment mais avec un profil atypique, il bouscule la classe politique de son pays. Il a su également maintenir cet effet de surprise tout au long de la campagne avec, outre une communication tonitruante, des propositions pour le moins peu orthodoxes.

La droite française pourrait prendre exemple sur cette culture de la nouveauté. Un sondage Ifop pour le Millénaire confirme l'attrait d'un profil comme Boris Johnson, volontaire et efficace. Les propositions d'ajustement budgétaires qui pullulent lors des campagnes présidentielles, sont symptomatiques de ce manque d'imagination, qui est loin d'ailleurs

d'être le monopole de la droite. Si la droite peut s'inspirer de Boris Johnson, c'est d'un côté la reprise en main de notre destin en proposant un projet d'ensemble et de l'autre le volontarisme politique face aux difficultés. Depuis trop longtemps, la droite a peiné à renouveler ses idées, jugeant telle réforme inadaptée à l'administration, trop complexe à mettre en place ou estimant l'opposition des syndicats infranchissable. C'est un véritable enjeu démocratique moderne, l'incapacité des partis à modifier en profondeur le pays finit en effet par convaincre les électeurs de l'incapacité des politiques à comprendre leurs problèmes. Cela participe en particulier du désenchantement qui touche la politique en France, où les jeunes votent de moins en moins. La droite a un véritable coup à jouer dans ce domaine en 2022, pour cela elle a intérêt à scruter Boris Johnson plutôt que de suivre les caricatures qui lui sont faites.

Sous la direction de :

William Thay, Président du Millénaire

Rapporteur :

Emeric Guisset, Secrétaire général adjoint du Millénaire, en charge de la stratégie

Contributeurs :

Théophile Braud, analyste du Millénaire

Hugo Ragain, analyste du Millénaire

Florian Le Cron, analyste du Millénaire

Baptiste Pierre, analyste du Millénaire

Et la participation de :

Marion Pariset, Secrétaire générale du Millénaire



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.